



RAPPORT DE LA MISSION SPÉCIALE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
CRÉÉE CONFORMÉMENT À LA RÉOLUTION 294 (1971)

CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-SIXIÈME ANNÉE

SUPPLÉMENT SPÉCIAL N° 3

NATIONS UNIES



RAPPORT DE LA MISSION SPÉCIALE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
CRÉÉE CONFORMÉMENT À LA RÉOLUTION 294 (1971)

CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-SIXIÈME ANNÉE

SUPPLÉMENT SPÉCIAL N° 3

NATIONS UNIES

New York, 1971

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

S/10308

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
Lettre d'envoi		v
I. INTRODUCTION	1 - 36	1
A. Constitution de la Mission spéciale.....	1 - 10	1
B. Mandat et procédure	11 - 16	4
C. Organisation des travaux	17 - 31	5
D. Demandes adressées aux parties en vue de leur coopération	32 - 36	7
II. TACHES DE LA MISSION SPECIALE	37 - 121	9
Introduction	37 - 43	9
A. Audience du Président de la République du Sénégal, M. Léopold Sédar Senghor	44 - 56	9
B. Séance de travail de la Mission spéciale avec le Premier Ministre de la République du Sénégal, M. Abdou Diouf	57 - 66	12
C. Activités de la Mission spéciale dans la région de la Casamance	67 - 114	14
1. Séance de travail au camp militaire de Ziguinchor	69 - 77	14
2. Enquêtes menées sur des incidents portés à la connaissance du Conseil de sécurité	78 - 92	16
a) Enquête près de Santiaba Mandjack	78 - 82	16
b) Enquête près de Saré-N'Diaye ...	83 - 87	16
c) Enquête au pont de Balo Kounda .	88	17
d) Enquête sur l'attaque du village de Kandjenou	89 - 92	18
3. Enquêtes sur des incidents survenus pendant le séjour de la Mission spéciale	93 - 104	18
a) Bombardement dans la région de M'Pak-Boffa Bayotte, le 25 juillet 1971	94 - 97	19
b) Attaque près du village de Singuere Diola dans la nuit du 29 au 30 juillet 1971	98 - 100	19
c) Attaque du village de Bagamé ...	101 - 104	20
4. Examen de la situation à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau)	105 - 114	21

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
D. Entretien de la Mission spéciale avec M. Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC	115 - 121	22
III. CONCLUSIONS	122 - 127	25
IV. RECOMMANDATIONS	128	27

ANNEXES

I. RAPPORTS DES EXPERTS MILITAIRES DES MEMBRES DE LA MISSION SPECIALE		
A. Rapport des experts militaires des membres de la Mission spéciale sur l'incident du 25 juillet 1971		29
B. Rapport des experts militaires des membres de la Mission spéciale sur les incidents de Kandjenou et de Singuère-Diola		34
C. Constatations des experts militaires rela- tives à certains incidents rapportés à la Mission spéciale		39
II. DOCUMENTS REMIS A LA MISSION SPECIALE PAR LE GOUVERNEMENT DU SENEGAL		
A. Relevé des incidents frontaliers de 1961 à 1971		44
B. Bilan des mines		74
C. Carte de la région frontalière indiquant des lieux d'incidents		75

LETTRE, EN DATE DU 16 SEPTEMBRE 1971, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LES MEMBRES DE LA MISSION SPECIALE CREEE CONFORMEMENT
A LA RESOLUTION 294 (1971) DU CONSEIL DE SECURITE

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint le rapport établi par
la Mission spéciale du Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 4 de la
résolution 294 (1971).

(Signé) Guillermo SEVILLA-SACASA (Nicaragua), Président

J. GERARD (Belgique)

F. MAGENCE (Burundi)

R. ISHIKAWA (Japon)

E. KULAGA (Pologne)

R. JOUEJATI (République arabe syrienne)

I. INTRODUCTION

A. Constitution de la Mission spéciale

1. Par une lettre datée du 6 juillet 1971 (S/10251) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, après s'être référé à ses lettres précédentes des 27 avril (S/10182) et 16 juin 1971 (S/10227) concernant des incidents survenus à la frontière du Sénégal et de la Guinée (Bissau), a demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité. Il s'agissait particulièrement d'attaques de villages et de nombreuses explosions de mines qui, posées par l'armée portugaise, avaient causé des pertes de vies humaines et d'importants dégâts matériels. D'autres mines et des engins explosifs dont certains portaient des marques russes ou portugaises avaient été découverts et désarmés à temps. En outre, des avions portugais avaient violé l'espace aérien du Sénégal. Le Gouvernement du Sénégal estimait que la pose des mines, en territoire sénégalais, par les forces régulières portugaises, constituait une nouvelle violation manifeste et caractérisée de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal, violation qui devait être sanctionnée par la communauté internationale.

2. Par une lettre datée du 10 juillet 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10255), le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies a déploré que le Gouvernement sénégalais ait demandé la convocation du Conseil de sécurité sans avoir recours au préalable à la procédure prévue par la Charte pour tenter d'établir par des contacts directs la vérité sur les faits en question. Le Gouvernement portugais n'avait cessé de faire remarquer au Gouvernement sénégalais que tous les problèmes qui se posaient dans les zones frontalières des deux Etats étaient dus exclusivement aux activités d'un groupement subversif qui s'était donné le nom de Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC). Ce groupement s'efforçait de créer dans les zones frontières du Sénégal et de la Guinée portugaise un climat de tension en vue de réaliser son objectif qui était d'attaquer le peuple de la Guinée portugaise. Concernant les mines qui, selon le représentant permanent du Sénégal, auraient été découvertes en territoire sénégalais, la lettre du Portugal soulignait qu'il convenait de remarquer qu'elles ne faisaient l'objet d'aucune précision qui aurait pu permettre de déterminer l'identité de ceux qui les auraient posées et que, si certaines d'entre elles étaient effectivement d'origine russe, cela tendrait à confirmer l'hypothèse d'une manœuvre du PAIGC. Le Gouvernement du Portugal rejetait avec la plus grande énergie les accusations du Sénégal et démentait catégoriquement la moindre responsabilité en ce qui concernait les prétendus incidents.

3. La demande de convocation du Conseil de sécurité a été appuyée par 37 Etats africains (S/10259 et Add.1 et 2) qui, après s'être référés à une résolution pertinente de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont demandé au Conseil de prendre toutes les mesures qui s'imposaient pour amener le Portugal à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et à celles de l'Assemblée générale concernant tant les agressions du Portugal que l'autodétermination et l'indépendance des colonies portugaises. Outre le Sénégal, la Guinée, le Mali, Maurice, la Mauritanie, le Soudan, le Togo et la Zambie ont demandé à participer sans droit de vote au débat du Conseil (S/10251, S/10258, S/10260, S/10261, S/10262, S/10263, S/10264 et S/10265).

4. La plainte du Sénégal a été examinée par le Conseil de sécurité de la 1569ème à la 1572ème séance du 12 au 15 juillet 1971.

5. A la 1569ème séance, M. Karim Gaye, ministre des affaires étrangères du Sénégal, a fait remarquer que, depuis le 8 avril 1963, le Sénégal avait, chaque année, été contraint d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur de nouveaux actes d'agression commis par les troupes portugaises en territoire sénégalais. Se référant plus particulièrement à la lettre du 6 juillet 1971 dont le Conseil de sécurité était saisi, il a fait remarquer que si l'escalade de la violence contre le Sénégal prenait une forme nouvelle, à savoir la pose criminelle par les forces portugaises de mines antichars et antipersonnel en territoire sénégalais, ce n'était en fait qu'un élément dans une longue suite d'actes d'agression qui comprenaient entre autres des violations terrestres et aériennes de la frontière, des bombardements, des incendies de villages, des destructions de récoltes et des vols de bétails, des enlèvements de personnes et des meurtres. Il revenait au Conseil de sécurité d'empêcher tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies de recourir à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout autre Membre de l'Organisation, et le Conseil se devrait de prendre, à cette fin, des mesures efficaces en vue d'écarter toute menace à la paix et de réprimer les actes d'agression.

6. A la 1572ème séance le projet de résolution suivant a été soumis au Conseil par le représentant de la Somalie au nom de ses cinq auteurs : Burundi, Japon, Sierra Leone, Somalie et Syrie (S/10266) :

"Le Conseil de sécurité,

Prenant acte des plaintes de la République du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 du 27 avril 1971 et S/10251 du 6 juillet 1971,

Prenant note de la lettre du Chargé d'affaires a.i. du Portugal (document S/10255 et Corr.1),

Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Sénégal,

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres de l'Organisation doivent s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies (Art. 2, par. 4 de la Charte),

Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales et réprimer tout acte d'agression (Art. premier, par. 1 de la Charte),

Inquiet de la situation de plus en plus grave créée par les actes de violence perpétrés par les troupes portugaises contre la République du Sénégal depuis l'adoption de la résolution 273 (1969) du 9 décembre 1969 du Conseil de sécurité (document E/CN.4/1050, en date du 2 février 1971),

Vivement ému par la pose répétée de mines sur le territoire de la République du Sénégal,

Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature, en portant atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Sénégal, risquent de compromettre la paix et la sécurité internationales,

Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

Ayant pris note du rapport en date du 2 février 1971 (E/CN.4/1050) du Groupe de travail d'experts de la Commission des droits de l'homme sur les actes de violence portugais commis en territoire sénégalais,

Constatant que le Portugal ne s'est pas conformé aux dispositions du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 273 (1969) du 9 décembre 1969 (document E/CN.4/1050),

1. Demande au Gouvernement du Portugal la cessation immédiate de tous actes de violence et de destruction sur le territoire du Sénégal et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la sécurité du Sénégal;

2. Condamne les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal (document E/CN.4/1050);

3. Condamne la pose illégale sur le territoire sénégalais de mines antichars et antipersonnel;

4. Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général d'envoyer d'urgence sur place une mission spéciale de membres du Conseil de sécurité assistés de leurs experts militaires, faire enquête sur les faits portés à la connaissance du Conseil, examiner la situation à la frontière de Guinée (Bissau) et du Sénégal et faire rapport au Conseil de sécurité en formulant toute recommandation en vue de garantir la paix et la sécurité dans cette région."

7. A la requête des Etats-Unis, le paragraphe 4 du dispositif a d'abord été mis aux voix. Il a été adopté à l'unanimité. La résolution dans son ensemble a été adoptée par 13 voix pour, aucune voix contre et 2 abstentions (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique) [résolution 294 (1971)].

8. Le 21 juillet 1971, le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général ont indiqué que conformément au paragraphe 4 du dispositif de cette résolution la Mission spéciale du Conseil de sécurité serait composée comme suit (S/10274) :

M. G. Sevilla-Sacasa
M. J. Gérard
M. Nsanzé Térance

(Nicaragua), Président
(Belgique)
(Burundi) 1/

1/ Ultérieurement remplacé par M. Félix Magenge.

M. R. Ishikawa	(Japon)
M. E. Kulaga	(Pologne)
M. R. Jouejati	(République arabe syrienne)

Les membres de la Mission spéciale seraient assistés par leurs experts militaires.

9. Les experts militaires suivants ont été désignés par leurs gouvernements respectifs.

Le colonel C. DeWilde	(Belgique)
le commandant S. Sota	(Burundi)
Le colonel J. Gutiérrez	(Nicaragua)
Le colonel S. Kazmierski	(Pologne)
Le colonel Fayez Bayassi	(République arabe syrienne)

10. Il a été également annoncé que des fonctionnaires du Secrétariat accompagneraient la Mission.

B. Mandat et procédure

11. Tel qu'il est énoncé au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 294 (1971) du Conseil de sécurité, le mandat de la Mission spéciale consistait à "faire enquête sur les faits portés à la connaissance du Conseil, examiner la situation à la frontière de Guinée (Bissau) et du Sénégal et faire rapport au Conseil de sécurité en formulant toute recommandation en vue de garantir la paix et la sécurité dans cette région".

12. La Mission spéciale a établi sa propre procédure en fonction des dispositions relatives à son mandat. Elle a décidé qu'elle tiendrait d'abord des consultations avec les autorités gouvernementales intéressées et qu'elle pourrait ensuite recevoir au cours d'audiences ou d'entretiens individuels, des déclarations ou témoignages, oraux ou écrits, des autorités publiques, des organisations ou des particuliers.

13. Il a été en outre convenu que la Mission se rendrait dans la région frontalière pour examiner la situation sur place, entendre des déclarations, interroger des témoins et obtenir tous les renseignements possibles.

14. Il a été également entendu que la Mission spéciale ferait un compte rendu de son enquête et déciderait de choisir parmi les documents à sa disposition ceux qu'elle désirerait annexer à son rapport.

15. Concernant les experts militaires, qui devaient assister les membres de la Mission spéciale sur le plan technique, il a été décidé qu'au cours des enquêtes et auditions de témoins, ils jouiraient des mêmes prérogatives que les membres pour solliciter des renseignements.

16. La Mission spéciale a considéré préférable de tenir à huis clos ses audiences et entretiens ainsi que ses séances de travail.

C. Organisation des travaux

17. Avant leur départ pour la République du Sénégal, les membres de la Mission spéciale ont eu un entretien avec le Président du Conseil de sécurité concernant les tâches que le Conseil avait confiées à la Mission.

18. La Mission spéciale a quitté New York le 24 juillet 1971 et est arrivée le 25 juillet à Dakar où elle a été accueillie par M. Karim Gaye, ministre des affaires étrangères, M. Adama N'Diaye, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et d'autres personnalités du Gouvernement sénégalais. Dans une brève déclaration, le Président de la Mission spéciale a souligné l'importance des tâches qui avaient été confiées à la Mission spéciale et dont elle était déterminée à s'acquitter en toute objectivité et de façon approfondie.

19. Le 26 juillet 1971, la Mission spéciale s'est réunie dans la matinée pour déterminer son programme de travail pendant son séjour au Sénégal. L'après-midi, elle a été reçue en audience par le Président de la République du Sénégal, M. Léopold Sédar Senghor.

20. A l'issue de cette audience, la Mission spéciale a eu connaissance d'un incident qui s'était produit le 25 juillet en territoire sénégalais dans la région frontalière avec la Guinée (Bissau). La Mission spéciale, retenue à Dakar par les entretiens qu'elle devait avoir le 27 juillet avec le Premier Ministre et certains de ses collaborateurs, a décidé d'envoyer sur place les experts militaires de ses membres, pour obtenir tous les renseignements possibles et lui faire rapport. Partis pour la région de Casamance le lendemain 27 juillet par avion, les experts militaires ont été reçus par les autorités militaires de la région. Ils ont examiné les lieux de l'incident et ont soumis le soir même un rapport préliminaire à la Mission spéciale. Leur rapport final a été présenté à la Mission le 30 juillet 1971.

21. La séance de travail avec M. Abdou Diouf, premier ministre de la République du Sénégal, a eu lieu le 27 juillet dans l'après-midi. Le Premier Ministre était accompagné d'autres membres du gouvernement et du général Jean Alfred Diallo, chef d'état-major.

22. Le 28 juillet 1971, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires s'est rendue en avion à Ziguinchor, capitale de la Casamance, où elle a été accueillie par le lieutenant-colonel Amadou Belal Ly, gouverneur de la région, le commandant Coumba Diouf Niang, commandant de la zone sud de la Casamance et d'autres personnalités civiles et militaires. Peu de temps après son arrivée, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires et conduite par le Gouverneur s'est rendue par la route de Santiaba Mandjack, dans la zone frontalière, où elle a examiné certains endroits où un véhicule de transport en commun avait sauté sur une mine et où d'autres mines avaient été découvertes. Près du hameau de Santiaba Mandjack, elle a tenu une séance au cours de laquelle le Gouverneur et le Commandant de la zone sud lui ont exposé les problèmes que créait la pose de ces mines dans la région. Au cours de cette visite, la Mission spéciale a entendu un habitant de Santiaba Mandjack.

23. Revenue à Ziguinchor dans la soirée du même jour, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires a été reçue au camp militaire de Ziguinchor où elle a tenu une séance de travail avec le Gouverneur et le Commandant de la

zone sud. Elle a ensuite procédé, en dehors de la présence des autorités sénégalaises, à l'audition d'un prisonnier portugais d'origine africaine.

24. Le 29 juillet 1971, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires s'est rendue en avion à Kolda (à environ 200 kilomètres de Ziguinchor), d'où elle a gagné par la route une zone située non loin du village frontalier de Saré-N'Diaye où deux véhicules avaient sauté sur des mines. Elle a ensuite examiné le pont de Ballo Kounda (Saré-Sissao), situé à 200 mètres de la frontière, sous lequel deux charges d'explosifs auraient été découvertes au mois de mai 1971.

25. De retour à Kolda, la Mission spéciale a tenu dans un lieu dénommé "gîte d'étape" une séance au cours de laquelle elle a entendu un témoin victime d'une des explosions de mines. Le Commandant de la zone sud a également donné des précisions sur les deux charges d'explosifs mentionnées ci-dessus.

26. Le 30 juillet 1971, la Mission spéciale a envoyé les experts militaires de ses membres, accompagnés de membres du Secrétariat, dans l'arrondissement de Tanaff, département de Sedhiou, pour procéder à une enquête sur le terrain concernant divers incidents qui avaient eu lieu dans cette région. Au cours de leur visite, les experts militaires, ayant été informés d'un incident qui venait de se produire, ont également recueilli les informations disponibles et, au retour, ont fait rapport à la Mission spéciale tant sur les résultats de l'enquête prévue que sur le nouvel incident.

27. Dans la soirée du même jour, à Ziguinchor, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires a tenu une séance au cours de laquelle le Gouverneur de la Casamance, le Commandant de la zone sud, le Préfet de Ziguinchor et d'autres autorités lui ont fourni des détails complémentaires sur le dernier incident dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que sur un nouvel incident survenu le jour même, au début de l'après-midi dans les environs du village frontalier de Bagame situé à 15 kilomètres de Ziguinchor.

28. La Mission spéciale accompagnée des experts militaires est retournée à Dakar le 31 juillet où les membres de la Mission ont rendu visite à M. Abdou Diouf, premier ministre, en présence de M. Karim Gaye, ministre des affaires étrangères et du général Jean Alfred Diallo, chef d'état-major. Au cours de cette visite, certains documents ont été remis à la Mission spéciale. Ces documents sont annexés au présent rapport 2/.

29. Le même jour dans la soirée, la Mission spéciale s'est entretenue avec M. Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC.

30. La Mission spéciale a terminé le 1er août 1971 le programme de travail qu'elle avait arrêté. Elle s'est réunie à nouveau au Siège des Nations Unies à New York le 5 août 1971 pour procéder à la préparation de son rapport.

31. Le présent rapport préparé à l'intention du Conseil de sécurité a été approuvé le 9 septembre 1971.

2/ Voir annexe II.

D. Demandes adressées aux parties en vue de leur coopération

32. Le 21 juillet 1971, le Président de la Mission spéciale a adressé au représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies et au chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Portugal, deux lettres identiques dont le texte suit :

"Votre gouvernement a été informé par télégramme du 15 juillet de la résolution 294 (1971) adoptée par le Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies ont ainsi composé la Mission spéciale prévue par cette résolution : moi-même, représentant permanent du Nicaragua, président, M. Jacques Gérard (Belgique), M. Nsanzé Térence (Burundi), M. Kyoko Ishikawa (Japon), M. Eugeniusz Kulaga (Pologne) et M. Rafic Jouejati (République arabe syrienne). Les membres de la Mission seront assistés d'experts militaires. Ils seront accompagnés par des fonctionnaires des Nations Unies.

La Mission compte se mettre en route dès la fin de cette semaine de façon à commencer son travail sur place à partir du lundi 26.

Afin d'être pleinement en mesure d'accomplir son mandat et notamment de faire "toute recommandation en vue de garantir la paix et la sécurité" la Mission doit pouvoir recueillir les informations les plus complètes sur la situation des deux côtés de la frontière du Sénégal et de la Guinée (Bissau).

Je serais donc reconnaissant à votre gouvernement d'accorder à la Mission spéciale, en ce qui le concerne, toutes les facilités nécessaires à cet effet.

Je saisis cette occasion de vous exprimer les assurances de ma haute considération."

33. Dès l'adoption de la résolution 294 (1971), le 15 juillet 1971, le Ministre des affaires étrangères du Sénégal avait assuré le Conseil de sécurité que les autorités sénégalaises étaient disposées à apporter à la Mission spéciale "toutes les facilités en leur pouvoir pour l'accomplissement de sa tâche". En réponse à la lettre du 21 juillet, le Gouvernement du Sénégal a verbalement confirmé cette attitude. Il a pleinement coopéré avec la Mission spéciale et lui a accordé toutes les facilités nécessaires.

34. Par une lettre en date du 24 juillet 1971 ^{3/} adressée au Président de la Mission spéciale, le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Portugal a indiqué que son gouvernement ne pouvait considérer comme pertinente une résolution du Conseil de sécurité qui condamnait son pays sans fournir de preuves et qui, à la suite seulement de cette condamnation, décidait de procéder à une enquête concernant les faits allégués par le Gouvernement du Sénégal.

^{3/} Le texte de cette lettre a été publié dans le document S/10284.

35. Le Gouvernement portugais ne pouvait en outre accepter que, pour effectuer une telle enquête, des recherches fussent faites en territoire portugais alors qu'il s'agissait d'une enquête sur des événements qui s'étaient déroulés en territoire sénégalais et qui ne concernaient en rien le Portugal. Par conséquent, le Gouvernement portugais ne pouvait accepter le principe d'une collaboration avec la mission d'enquête, dans la mesure où cela présupposerait qu'il acceptait la condamnation injustifiée dont il avait fait l'objet et qu'en fait il rejetait.

36. La lettre en question précisait que pour prouver sa bonne volonté, le Gouvernement portugais renouvelait ses suggestions antérieures en particulier la création d'une commission chargée du contrôle de la frontière lusitano-sénégalaise, commission qui serait composée d'un représentant du Portugal et d'un représentant du Sénégal et qui serait présidée par une haute personnalité, telle que le Président de la Mission spéciale, en l'impartialité de qui les deux pays pourraient avoir foi.

II. TACHES DE LA MISSION SPECIALE

Introduction

37. La Mission spéciale a considéré que les incidents sur lesquels elle devait faire enquête, c'est-à-dire "les faits portés à la connaissance du Conseil" étaient particulièrement ceux rapportés par le Gouvernement du Sénégal dans ses plaintes qui avaient amené le Conseil de sécurité à adopter la résolution 294 (1971).

38. Ces faits comprenaient des attaques par des membres de l'armée portugaise en territoire sénégalais; des bombardements de villages sénégalais à partir de la Guinée (Bissau); des violations de l'espace aérien sénégalais par des appareils portugais; et tout particulièrement la pose de mines et d'engins explosifs en territoire sénégalais par les forces portugaises.

39. En outre, de nouveaux incidents sont survenus à la frontière pendant le séjour de la Mission spéciale au Sénégal. Ils sont spécifiquement rapportés ci-après.

40. Les tâches de la Mission spéciale comprenaient également l'examen de la situation à la frontière de la Guinée (Bissau) et du Sénégal dans le but d'obtenir toutes les informations possibles afin de pouvoir en tirer des conclusions et formuler à l'intention du Conseil des recommandations en vue de garantir la paix et la sécurité dans cette région.

41. La Mission spéciale a alors fait appel au Gouvernement du Portugal et au Gouvernement du Sénégal pour qu'ils lui accordent toutes les facilités nécessaires pour lui permettre d'accomplir son mandat, ce qui impliquait qu'elle devait pouvoir recueillir les informations les plus complètes des deux côtés de la frontière du Sénégal et de la Guinée (Bissau).

42. Pour les raisons indiquées dans sa lettre du 24 juillet 1971, le Gouvernement portugais a informé la Mission spéciale qu'il ne pouvait accepter le principe d'une collaboration avec la mission d'enquête. En conséquence, la Mission spéciale n'a été en mesure de remplir son mandat que sur le territoire sénégalais.

43. La Mission spéciale, grâce à ses consultations avec les autorités sénégalaises, ses activités dans la région frontalière, et son entretien avec le secrétaire général du PAIGC, a pu recueillir les données essentielles qui lui permettent de faire rapport au Conseil de sécurité.

A. Audience du Président de la République du Sénégal, M. Léopold Sédar Senghor

44. La Mission spéciale a été reçue le 26 juillet 1971, lendemain de son arrivée à Dakar par Son Excellence le Président de la République du Sénégal, M. Léopold Sédar Senghor. Tant dans la déclaration qu'il a faite à la Mission spéciale que dans les questions et réponses qui ont été échangées ensuite, le Président de la République a fait mention particulièrement des points suivants :

Attitude du Sénégal à l'égard du Portugal

45. Le Président a affirmé que le Sénégal n'éprouvait aucune hostilité à l'encontre du Portugal. Le problème en cause était purement politique : les Nations Unies ayant adopté le principe de l'autodétermination, tout peuple a le droit de demander son indépendance tout en passant des accords, s'il le désire, avec ses anciens colonisateurs. Ce n'était donc pas entre le Portugal et le Sénégal qu'existait un contentieux de fond, mais bien entre le Portugal et les nationalistes de la Guinée (Bissau). Si le Sénégal désirait effectivement engager un dialogue avec le Portugal, c'était non pas pour régler les questions de la Guinée (Bissau), mais pour aider à ce qu'un dialogue s'engage entre le Gouvernement portugais et les nationalistes. Malheureusement, chaque fois que le Gouvernement sénégalais voulait amorcer ce dialogue, des agressions étaient perpétrées contre son territoire par les militaires portugais installés en Guinée (Bissau). C'est ainsi que lorsque récemment, dans un nouvel effort, des entretiens confidentiels avaient eu lieu à ce sujet entre les deux pays à l'échelon ministériel, 15 jours seulement après le retour à Dakar du Ministre sénégalais des affaires étrangères, des mines avaient été posées en territoire sénégalais le long de la frontière.

46. Peut-être cela démontrait-il l'existence de divergences entre les autorités civiles de Lisbonne et les autorités militaires de la Guinée (Bissau); mais, pour sa part, le Gouvernement sénégalais, découragé dans ses efforts et contraint de protéger sa population et son territoire, avait, dès lors, rompu tous les contacts avec le Gouvernement portugais, renforcé ses garnisons en Casamance et fait appel au Conseil de sécurité.

Sur la pose de mines en territoire sénégalais

47. Le Gouvernement sénégalais considérait en effet que la pose de mines sur son territoire constituait l'agression la plus grave dont il eut eu à se plaindre.

48. Les Portugais en rejetaient la responsabilité et en accusaient implicitement les mouvements nationalistes, particulièrement le PAIGC. Mais les renseignements étaient sûrs et avaient en outre été confirmés par un paysan qui avait vu un hélicoptère débarquer, puis reprendre des poseurs de mines. Or, le PAIGC n'avait pas d'hélicoptère. Du reste, d'une façon générale, les Portugais étaient passés aux aveux concernant leurs incursions, en invoquant le droit de poursuite. En effet, presque chaque fois que des villages sénégalais étaient attaqués, les Portugais reconnaissaient qu'ils avaient enlevé des hommes.

49. Ce que les Portugais voulaient, c'était amener le Sénégal à fermer la frontière et à retirer son appui aux mouvements nationalistes.

Attitude du Gouvernement du Sénégal à l'égard des mouvements nationalistes

50. Le Président de la République a indiqué qu'il connaissait deux mouvements nationalistes. Le PAIGC, dont le secrétaire général était M. A. Cabral, qui se battait et qui occupait une partie de la Guinée (Bissau), et le Frente da Luta pela Independência da Guiné dita Portuguesa (FLING), autre mouvement avec lequel le Gouvernement sénégalais était également en contact.

51. Les Portugais reprochaient spécialement au Sénégal de protéger les combattants du PAIGC. Ils prétendaient en particulier que le PAIGC lançait des attaques contre leurs garnisons à partir du territoire sénégalais et que le Sénégal préparait ces attaques par des tirs d'artillerie. Il était facile de vérifier l'inexactitude de ces dires tant par les témoignages que pourrait recueillir la Mission spéciale que par le simple fait que le Sénégal n'avait pas d'artillerie. Dans les deux dernières semaines seulement, par suite des agressions récentes, quelques canons antiaériens avaient été installés et l'ordre avait été donné de tirer sans sommation sur les avions qui survoleraient le territoire sénégalais. Autrement, l'artillerie sénégalaise se limitait à un mortier d'entraînement.

52. De même, les accusations portugaises selon lesquelles le PAIGC aurait eu des bases militaires au Sénégal étaient dénuées de tout fondement. Comme les autres habitants de la Guinée (Bissau) qui étaient de la même ethnie que les Sénégalais de la Casamance, les membres du PAIGC pouvaient librement entrer et sortir du Sénégal sous simple vérification de passage.

53. Le Sénégal avait reconnu les combattants du PAIGC et les appuyait moralement car c'était le refus du Portugal d'entamer le dialogue qui les avait poussés à la guerre. Il les aidait aussi financièrement, en payant régulièrement ses cotisations au Comité de libération de l'OUA. Par contre, le Sénégal exigeait qu'aucune attaque ne fût lancée de son territoire et que les combattants du PAIGC fussent sans armes lorsqu'ils se trouvaient en territoire sénégalais. C'était dans le même esprit qu'un foyer militaire PAIGC avait été fermé par le gouvernement qui l'avait remplacé par un hôpital chirurgical pour les combattants blessés.

Conséquences de la situation présente pour le Sénégal

54. Le président Senghor a souligné combien cette guerre causait grand dommage au Sénégal. Les attaques sur la frontière, attaques souvent nocturnes, avaient créé un climat d'insécurité dans la Casamance, la plus riche région du pays. Le Gouvernement sénégalais avait dû faire évacuer des villages frontaliers. En outre, la présence de 70 000 réfugiés de la Guinée (Bissau) imposait au budget une lourde charge car il fallait entre autres leur donner des terres, recevoir leurs enfants dans les écoles et leurs malades dans les hôpitaux. Rien que pour l'aide aux réfugiés et le renforcement indispensable des forces militaires, conséquences directes de l'attitude du Portugal, les dépenses supplémentaires de l'Etat étaient de l'ordre de 4 millions de dollars par an. Or, voilà que maintenant, les militaires portugais posaient des mines qui, sur les routes de la Casamance, faisaient sauter les voitures civiles.

Solution pacifique

55. Quant à la solution du conflit, le président Senghor a rappelé que déjà, plusieurs années auparavant, le Gouvernement sénégalais avait pris des contacts avec les nationalistes et avec le Gouvernement portugais pour leur demander d'engager des conversations en vue d'un plan d'indépendance par étapes. Après le cessez-le-feu qui ne peut se négocier qu'entre le Gouvernement portugais et ceux qui se battent, des négociations pourraient s'ouvrir entre le Gouvernement portugais et les mouvements nationalistes en vue d'établir un régime d'autonomie avec un gouvernement local, élu démocratiquement et ayant des pouvoirs réels. S'ensuivrait alors l'indépendance avec la constitution d'une sorte de communauté

lusitano-africaine à la manière du Commonwealth ou de la francophonie. Ce plan de paix était acceptable, avec peut-être quelques divergences quant aux formes, aux étapes et à la durée de l'autonomie, aux mouvements nationalistes qui, selon l'opinion personnelle du Président, étaient vraiment d'accord pour s'acheminer vers l'indépendance par étapes et dans l'amitié avec le Portugal. Mais, jusqu'à présent, le Portugal avait refusé d'ouvrir le dialogue avec l'autre partie intéressée. Cette attitude était d'autant plus regrettable qu'il n'y avait pas plus de raison de penser que l'indépendance des colonies portugaises ferait cesser leurs relations avec le Portugal, que l'indépendance sénégalaise n'avait fait cesser les relations économiques et culturelles du Sénégal avec la France.

Coopération du Gouvernement sénégalais avec la Mission spéciale

56. Enfin, le Président de la République, rappelant que c'était lui-même qui avait fait demander au Conseil de sécurité l'envoi d'une commission d'enquête, a remercié les membres de la Mission spéciale d'être venus et les a assurés que le Gouvernement du Sénégal se tenait à leur entière disposition pour soumettre à leur examen tout ce qu'ils pourraient désirer voir et pour leur faire entendre tous ceux qu'ils voudraient interroger.

B. Séance de travail de la Mission spéciale avec le Premier Ministre de la République du Sénégal, M. Abdou Diouf

57. Le 27 juillet 1971, la Mission spéciale a tenu une séance de travail avec Son Excellence M. Abdou Diouf, premier ministre de la République du Sénégal. Le Premier Ministre qui était accompagné d'autres membres du gouvernement, du Général Chef d'état-major et de hauts fonctionnaires, a prié les membres de la Mission spéciale de lui indiquer les sujets sur lesquels ils désiraient des renseignements. Au cours de l'entretien, le Premier Ministre a traité principalement les points suivants.

Pose de mines en territoire sénégalais

58. Contrairement à ce que les Portugais voulaient faire croire, le PAIGC n'avait aucune raison de poser des mines en territoire sénégalais. Cela paraissait évident compte tenu d'abord de l'aide que le Gouvernement du Sénégal apportait à ce mouvement et ensuite du fait que l'on voyait mal ce que rapporterait au PAIGC une telle action dirigée contre des frères sénégalais.

59. Par contre, le fait que le Portugal posait des mines en territoire sénégalais, avait été confirmé par des témoins. C'est ainsi que des villageois frontaliers qui avaient des liens familiaux de l'autre côté de la frontière et la traversaient fréquemment avaient appris que des Portugais blancs, accompagnés de supplétifs noirs, étaient venus poser des mines en territoire sénégalais. Un autre témoin avait vu le 30 juin 1971 un hélicoptère se poser en territoire sénégalais; des militaires en étaient descendus et avaient posé des mines avant de repartir.

60. Quant à savoir si certaines de ces mines étaient vraiment d'origine soviétique, tout ce que l'on pouvait dire, c'était que certaines d'entre elles semblaient être d'origine russe. Mais il était évident que même si ces mines venaient de l'Union soviétique, il se pouvait qu'elles fussent d'abord parvenues entre les mains du PAIGC

avant d'être reprises par les Portugais d'une manière ou d'une autre. Il était aussi possible que ces mines eussent été fabriquées par le Portugal qui en aurait camouflé à dessein l'origine.

61. Néanmoins, en toute hypothèse, d'autres mines avaient été découvertes, qui, celles-là, portaient clairement la marque portugaise.

Attitude du Sénégal à l'égard des mouvements de libération

62. A l'égard des mouvements de libération et spécialement du PAIGC, le Gouvernement du Sénégal avait adopté une attitude d'appui systématique tant sur le plan moral que sur le plan financier. Hors la cotisation que le Sénégal versait régulièrement au Comité de libération de l'OUA, l'aide sénégalaise consistait essentiellement en une aide sociale qui comprenait l'aide sanitaire, scolaire, l'aide en fourniture de vivres et d'autres formes d'assistance que le gouvernement accordait à ses propres ressortissants. Cette aide, a précisé le Premier Ministre, était conforme aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

63. Par contre, le Sénégal ne fournissait aucune aide militaire bilatérale aux combattants du PAIGC. Il n'y avait pas de bases du PAIGC en territoire sénégalais. Les combattants ne pouvaient traverser la frontière vers le Sénégal que sans armes et sans uniforme, et pour sa part, l'armée nationale sénégalaise n'était pas sur la frontière pour lutter contre le Portugal ni pour aider le PAIGC dans sa lutte, mais seulement pour défendre la population sénégalaise contre les attaques du Portugal. Quant aux affirmations portugaises selon lesquelles des combattants du PAIGC seraient entraînés en territoire sénégalais par des Cubains et des Russes, elles étaient dénuées de tout fondement et ne visaient sans doute qu'à accréditer les affirmations fallacieuses sur un prétendu entraînement de combattants du PAIGC au Sénégal.

Solution pacifique

64. Concernant les possibilités d'une solution pacifique, le Premier Ministre a déclaré qu'il ne pouvait que se référer aux déclarations que le Président de la République avait déjà faites à la Mission spéciale. Il a exprimé le voeu qu'au Portugal la balance finisse par pencher en faveur des libéraux et indiqué son espoir que certaines nations seraient plus efficaces dans leurs efforts pour faire comprendre au Portugal qu'il n'était ni dans la voie de la raison, ni dans la voie du progrès, ni dans la voie de l'histoire.

Coopération du Gouvernement du Sénégal avec la Mission spéciale

65. Le Premier Ministre a assuré la Mission spéciale que son gouvernement se tenait à son entière disposition pour lui fournir toutes les informations et facilités de nature à l'aider dans sa tâche.

66. Nul doute a-t-il souligné que si la Mission spéciale était venue jusqu'au Sénégal, c'était essentiellement dans le but de rapporter au Conseil de sécurité des faits et non seulement des déclarations. C'est pourquoi le Gouvernement

du Sénégal se proposait de soumettre à la Mission spéciale une liste récapitulative de l'ensemble des pertes subies par le Sénégal durant les dernières années ainsi que, le cas échéant, des procès-verbaux d'officiers assermentés. Cependant, il existait des degrés dans les possibilités d'identifier des incidents. Aussi, compte tenu du fait que certains de ces actes étaient perpétrés de manière clandestine, et que la Mission spéciale aurait peu de chance de prendre le Portugal en flagrant délit, il était indispensable qu'elle envisage de compléter les données reçues par sa propre évaluation de la situation afin d'établir sa conviction intime pour faire rapport au Conseil.

C. Activités de la Mission spéciale dans la région de la Casamance

67. Après avoir eu à Dakar les consultations rapportées ci-dessus, la Mission spéciale s'est rendue en Casamance où elle a parcouru par la route une grande partie de la zone frontalière du côté sénégalais. Elle s'est aussi rendue par avion à Kolda, dans la partie est de la frontière Sénégal-Guinée (Bissau) où elle a également parcouru la région frontalière.

68. Comme il est indiqué plus haut, au cours de ses déplacements, elle s'est efforcée à la fois de faire enquête sur les faits eux-mêmes et d'examiner la situation qui prévalait dans la région.

1. Séance de travail au camp militaire de Ziguinchor

69. Le 28 juillet 1971, le jour de son arrivée en Casamance, la Mission spéciale a été reçue au camp militaire de Ziguinchor, siège du poste de commandement du groupement de la Casamance et de la zone sud, par le Gouverneur de la région, le lieutenant-colonel Amadou Belal Ly, et le Commandant de la zone sud, le commandant Coumba Diouf Niang.

70. Le Commandant de la zone sud a indiqué que, depuis le bombardement portugais sur le village de Samine en 1969 4/, l'armée portugaise avait continué ses attaques, notamment contre des villages. C'est ainsi que seulement dans la courte période de mars-avril 1971, les villages de Kandjenou, Tankanto, Madigassama, Sekounaya et Karoumbo avaient été incendiés. Outre ces attaques à main armée, l'armée portugaise bombardait les villages sénégalais, violait l'espace aérien, s'attaquait aux personnes, notamment aux chefs de village qui lui étaient hostiles et aux hommes de la Guinée (Bissau) réfugiés au Sénégal, volait le bétail et pillait les récoltes.

71. Or, dans les derniers mois, la situation s'était encore aggravée du fait d'un nouveau genre d'agression qui était venu s'ajouter aux incidents journaliers, à savoir la pose de mines en territoire sénégalais. En moins de 5 mois, 3 mines avaient explosé faisant 4 morts et 27 blessés, tandis que 17 autres mines du type antichar avaient été relevées ou détruites. Outre les pertes en vies humaines et les pertes matérielles, ces agressions graves et répétées paralysaient toute la vie économique de la région.

4/ Voir résolution 273 (1969) adoptée le 9 décembre 1969 par le Conseil de sécurité, qui y condamnait le Portugal.

72. Le Commandant de zone a alors présenté à la Mission spéciale divers armements et explosifs que les forces sénégalaises avaient, a-t-il dit, recueillis en territoire sénégalais le long de la frontière, certains sur la personne de soldats portugais.

73. Parmi ces pièces, le Commandant a attiré l'attention de la Mission spéciale sur un lance-roquettes à quatre tubes provenant d'un avion portugais et qui avait été trouvé sur le territoire sénégalais à la suite de l'attaque sur le village de Saré-N'Diaye. Utilisant une carte de la frontière, il a indiqué l'endroit où chaque objet avait été pris et les circonstances dans lesquelles il avait été obtenu.

74. Les experts militaires ont examiné ces objets qui ont été énumérés dans une liste établie par les autorités sénégalaises. Les experts militaires ont confirmé le nombre et la description des articles indiqués 5/.

75. La Mission spéciale a ensuite accepté l'offre des autorités militaires sénégalaises d'entendre un soldat portugais, ressortissant de la Guinée (Bissau), que les forces sénégalaises avaient fait prisonnier 15 jours plus tôt. Le prisonnier a déclaré qu'il s'appelait Manga Conte, No de matricule 11.2469 et qu'il appartenait aux troupes portugaises, à une compagnie d'artillerie basée à Paunca en Guinée (Bissau). Pendant cinq ans, il avait servi une pièce de bazooka et avait participé une fois à la pose de mines dans les environs du village frontalier de Canquelifa en Guinée (Bissau) et à des missions de protection pour d'autres poses de mines. Il a ajouté que son Commandant de compagnie, un Portugais de Lisbonne, lui avait dit ainsi qu'à ses camarades que l'ennemi était le PAIGC, mais n'avait jamais dit que c'était les soldats sénégalais. Par ailleurs, le prisonnier a déclaré que s'il avait reçu l'ordre d'aller brûler le Sénégal, il aurait obéi parce qu'il était militaire.

76. Après avoir indiqué qu'il s'était engagé dans l'armée portugaise, le prisonnier a déclaré que les hommes de la Guinée (Bissau) qui ne se portaient pas volontaires pour rentrer dans les forces portugaises étaient considérés par les Portugais comme appartenant au PAIGC et s'ils refusaient de s'engager, ils étaient emmenés de force.

77. Concernant les armements employés par les Portugais, les canons n'étaient pas disposés à la frontière mais tiraient à la demande des compagnies qui, elles, venaient parfois jusqu'à la frontière pour se battre. Quant aux avions portugais, ils venaient observer les résultats des opérations et, le cas échéant, participaient aussi aux attaques sur la frontière sénégalaise. Le prisonnier parlant hors de la présence des militaires sénégalais a précisé à la Mission spéciale qu'il n'avait été ni maltraité, ni menacé depuis qu'il avait été arrêté.

5/ Voir annexe I, C.

2. Enquêtes menées sur des incidents portés à la connaissance du Conseil de sécurité

a) Enquête près de Santiaba Mandjack

78. Le même jour, 28 juillet 1971, la Mission spéciale accompagnée des experts militaires, de ses membres et guidée par les autorités militaires de la région s'est rendue près du hameau de Santiaba Mandjack, département d'Oussoye, où elle a examiné un véhicule civil de transport en commun qui avait sauté sur une mine en un lieu situé approximativement à un kilomètre de la frontière en territoire sénégalais 6/.

79. D'après les experts militaires des membres de la Mission spéciale, l'explosion avait eu lieu sous la roue arrière droite, comme le prouvait l'enfoncement du tambour arrière et les traces de calcination. La quantité d'explosif employée devait avoir été de l'ordre de grandeur d'une mine antichar. La mine ayant explosé, son origine n'avait pu être déterminée.

80. D'après le Commandant de zone, l'explosion qui avait eu lieu le 1er juillet 1971 avait fait un mort et 13 blessés. Trois autres mines avaient été découvertes par l'armée sénégalaise près du lieu de l'explosion. Le Gouverneur de la Casamance a indiqué qu'une des trois mines avait été enlevée en sa présence le 2 juillet. Ces mines ne portaient aucune marque. C'étaient de grosses boîtes carrées dans lesquelles il y avait deux concentrés de produit détonnant munis d'un dispositif d'allumage. Faisant remarquer que la route passait au milieu d'une forêt épaisse, le Commandant a insisté sur la facilité avec laquelle ceux qui voulaient poser des mines surtout pendant la nuit pouvaient s'infiltrer dans la région et cela d'autant plus que la base portugaise de Varela n'était distante que de 11 km.

81. Le Commandant a également déclaré que la route sur laquelle les mines avaient été placées était fréquentée tant par la population locale que, le cas échéant, par les touristes.

82. Près du hameau de Santiaba Mandjack, la Mission spéciale a interrogé un témoin, M. Koubaye Diatta, qui a déclaré avoir aperçu à la même époque deux hélicoptères venus de la Guinée (Bissau) se poser dans les rizières voisines. Il avait également vu des soldats portugais dans des camions. Le lendemain, les soldats portugais en camions étaient revenus et avaient demandé aux villageois s'ils n'avaient pas "entendu du bruit aujourd'hui par ici".

b) Enquête près de Saré-N'Diaye

83. Le 29 juillet 1971, la Mission spéciale, accompagnée des experts militaires de ses membres et guidée par les autorités militaires de la région, est allée dans l'arrondissement de Dioulacolon, département de Kolda, à un emplacement situé sur la route de Saré-N'Diaye à Alpha Sado à environ un kilomètre de la frontière. Deux véhicules du type Land Rover gisaient sur le bord de la route, à approximativement 150 m l'un de l'autre. Selon les constatations des experts militaires,

6/ Voir annexe I, C.

les traces de destructions indiquaient que ces véhicules avaient sauté sur des charges explosives de la puissance d'une mine antichar et avaient été projetés respectivement à 5 m et 7 m des lieux d'explosion 7/.

84. Selon les informations données, l'un des véhicules avait été atteint le 23 mai 1971. Vers 14 h 40, la voiture en question, dans laquelle circulait le chef du secteur frontalier avec un chauffeur, avait sauté sur la mine. Le chef du secteur frontalier avait été tué et le chauffeur grièvement blessé. D'après le Commandant de la zone sud, l'incident avait eu lieu à une époque où le Gouverneur de la Casamance et le Préfet du département de Kolda devaient passer sur la route de Saré-N'Diaye à Alpha Sado lors de leur tournée de la région et il était évident que la mine avait été posée pour atteindre les autorités.

85. Le deuxième incident avait eu lieu le 19 juin vers 11 heures lorsque la voiture en question avec quatre personnes à son bord avait sauté sur l'autre mine. Deux passagers étaient morts, l'un sur le coup et l'autre peu de temps après. Les deux autres avaient été blessés.

86. Notant que la frontière était distante d'un kilomètre, le Commandant de zone a souligné que cette région était fréquemment victime des incursions portugaises. C'est ainsi que les villages voisins de Saré-N'Diaye et Salikénié avaient été plusieurs fois attaqués et que du reste le groupe d'experts de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies s'y était rendu lors de sa visite pour constater les traces des attaques.

87. La Mission spéciale a ensuite entendu en témoignage le blessé de l'accident du 23 mai, M. Daouda Ba qui conduisait la voiture. Il a déclaré que le chef de secteur frontalier était en mission le long de la frontière lorsque son véhicule a sauté sur la mine. Le témoin avait alors perdu connaissance. Il ignorait qui avait posé la mine.

c) Enquête au pont de Balo Kounda

88. Le 29 juillet 1971, la Mission spéciale s'est arrêté en un lieu situé à 800 m de la frontière sur la route de Balo Kounda à Saré-Sissao (département de Kolda), auprès d'un pont d'une longueur approximative de 3 m 50 et constitué de deux tronçons avec un pilier intermédiaire. Le Commandant de zone a indiqué à la Mission spéciale que c'était sous ce pont qu'avaient été trouvées, au mois de mai 1971, deux charges explosives composées de sachets de TNT avec un pain de TNT portant en portugais l'inscription suivante : "PETARDO-TNT -PR x 1 - 011 -66 (1000)". Ces charges avaient été présentées à la Mission spéciale la veille, 28 juillet, au camp militaire de Ziguinchor 8/. Les deux charges étaient reliées à un cordon détonnant et à une mèche lente qui avait été mise à feu. Mais la mèche qui était courbée s'était éteinte et l'explosion n'avait pas eu lieu.

7/ Voir annexe I, C.

8/ Voir annexe I, C.

d) Enquête sur l'attaque du village de Kandjenou

89. Le 30 juillet 1971, les experts militaires des membres de la Mission spéciale se sont rendus dans l'arrondissement de Tanaff où plusieurs cas d'attaques par les forces portugaises avaient été signalés par le Gouvernement sénégalais, notamment sur les villages de Kandjenou, dans la nuit du 31 mars au 1er avril 1971 et de Tankanto et Karoumbo dans la nuit du 16 au 17 avril 1971, villages tous situés à environ un kilomètre de la frontière.

90. Du fait d'un nouvel incident dont ils ont été informés en cours de route, les experts militaires ont concentré leur enquête sur le village de Kandjenou.

91. D'après les témoignages qu'ils y ont recueillis, le village avait été attaqué vers minuit par un détachement de l'armée régulière portugaise. L'attaque n'avait duré qu'une quinzaine de minutes. Elle avait fait un mort et 17 blessés. Plus de la moitié du village avait été brûlé laissant 400 personnes sans abri. Le dommage matériel avait été considérable tant du fait des destructions que des vols qui avaient été commis. Le Gouverneur de la Casamance a déclaré que l'action avait été menée par des troupes portugaises régulières, probablement dans le but de capturer un membre du PAIGC. Un autre témoin a précisé qu'il n'y avait pas de membre du PAIGC réfugié dans le village; il a ajouté qu'après l'attaque, les assaillants étaient partis dans la direction de la frontière. Enfin, le Commandant de zone a déclaré que cette attaque sur Kandjenou n'était qu'une agression parmi bien d'autres qui, dans la région, avaient fait des morts, des blessés, des sans-abri et causé des dommages matériels extrêmement importants. Ces agressions sur des villages sans défense, a souligné le Commandant de zone, étaient effectuées par des soldats portugais comme en faisaient foi les témoignages entendus et le fait que dans l'attaque du village voisin de Tankanto, un soldat portugais avait été tué. L'équipement de ce soldat avait été montré à la Mission spéciale lors de sa séance de travail au camp militaire de Ziguinchor.

92. D'après les traces qu'ils ont pu examiner, les experts militaires des membres de la Mission spéciale sont parvenus aux conclusions suivantes :

- i) Les traces relevées prouvaient que le village de Kandjenou avait été l'objet d'une attaque et que cette attaque avait été particulièrement dévastatrice;
- ii) Les assaillants avaient employé des armes de guerre individuelles;
- iii) Il était probable, d'après les résultats de l'opération et d'après les armes employées, que cette attaque n'avait pu être effectuée que par une force dûment entraînée, équipée de l'armement approprié et disposant d'un refuge sûr et proche 9/.

3. Enquêtes sur des incidents survenus pendant le séjour de la Mission spéciale

93. Durant le séjour de la Mission spéciale au Sénégal, trois nouveaux incidents sont survenus, qui ont été portés à sa connaissance.

9/ Voir annexe I, B.

a) Bombardement dans la région de M'Pak-Boffa Bayotte, le
25 juillet 1971

94. Cet incident s'est prouvé le jour même de l'arrivée de la Mission spéciale au Sénégal. La Mission spéciale en a eu connaissance le lendemain et a décidé, vu l'urgence, d'envoyer aussitôt les experts militaires de ses membres enquêter sur place. Ils s'y sont rendus le 27 juillet.

95. D'après les dépositions recueillies, le village de M'Pak, siège d'un poste militaire sénégalais situé sur la frontière, avait déjà été l'objet de plusieurs attaques récentes de la part des Portugais. En janvier 1971, les troupes portugaises avaient bombardé le village, y blessant un habitant. Le 5 juillet, les Portugais avaient à nouveau ouvert le feu. Il s'agissait, semblait-il, d'un tir de barrage pour permettre à un commando portugais d'enlever des réfugiés de la Guinée (Bissau) qui se trouvaient dans une maison du village. L'attaque avait été repoussée par le poste militaire sénégalais. Enfin, le dernier incident, qui venait d'être signalé à la Mission spéciale, s'était déroulé le 25 juillet. Un convoi portugais avait dû être intercepté par le PAIGC en territoire de la Guinée (Bissau). Les Portugais avaient aussitôt réagi en bombardant et une quarantaine d'obus étaient tombés sur le hameau voisin de Boffa-Bayotte. Selon les mêmes dépositions, aucun mouvement de combattants du PAIGC n'avait pris place dans cette partie de la région frontalière. D'autre part, les obus ne pouvaient pas avoir été tirés par les troupes du PAIGC car, dans cette région, seules les troupes portugaises étaient munies de canons, notamment dans le secteur de São Domingo.

96. Les experts militaires ont constaté les traces de ce bombardement et entendu, parmi d'autres personnes, deux villageois qui avaient été blessés par des éclats d'obus.

97. Ils ont examiné un certain nombre de trous d'obus provoqués par des projectiles de 105 ou 155 mm de calibre et ont relevé des traces d'impacts autour des lieux d'explosion. Ils ont conclu que la forme des impacts et les traces examinées aux alentours ne permettaient pas d'indiquer scientifiquement la direction des tirs; toutefois, les déclarations des témoins et l'examen des lieux d'explosion avaient conduit les experts militaires à la quasi-certitude que les tirs provenaient des postes d'artillerie lourde situés en Guinée (Bissau) 10/.

b) Attaque près du village de Singuère-Diola dans la nuit du 29 au
30 juillet 1971

98. C'est en se rendant par la route au village de Kandjenou, le 30 juillet, qu'en passant par le village de Samine, les experts militaires ont été informés d'un incident qui venait de se produire la nuit précédente près du village de Singuère-Diola 11/.

10/ Voir annexe I, A.

11/ Voir annexe I, B.

99. Ils ont alors décidé de se rendre d'abord à Kandjenou remplir la tâche qui leur avait été assignée et de revenir aussitôt recueillir des renseignements sur ce nouvel incident afin de pouvoir en informer d'urgence la Mission spéciale.

100. Il s'agissait de quatre jeunes villageois qui, alors qu'ils gardaient de nuit le troupeau du village, avaient été attaqués au fusil et à la grenade. L'attaque ayant eu lieu de nuit, ils n'avaient pas pu identifier leurs assaillants. Le village est situé à quelques centaines de mètres de la frontière. Selon les témoignages recueillis, les quatre jeunes gardiens avaient été blessés, l'un d'eux grièvement. Le médecin-chef de l'hôpital a déclaré que toutes les blessures provenaient d'éclats de grenades. Le Gouverneur de la région a ultérieurement précisé à la Mission spéciale les circonstances de l'attaque. Vingt têtes de bétail avaient été emmenées et plusieurs bêtes tuées ou blessées. Selon le Gouverneur, l'attaque avait été effectuée par des membres de l'armée portugaise.

c) Attaque du village de Bagame

101. Le troisième incident porté à la connaissance de la Mission spéciale est survenu le 30 juillet. Le Gouverneur de la région, le Préfet du département de Ziguinchor et un sous-officier de gendarmerie ont informé la Mission spéciale qu'une attaque venait de se produire au village frontalier de Bagame, dans le département de Ziguinchor.

102. D'après les informations reçues, les habitants se trouvaient ce même jour, vers 12 h 15, en train de cultiver leurs rizières situées à moins d'un kilomètre de la frontière. Soudain, ils avaient entendu des rafales d'armes automatiques dirigées contre eux puis un tir de barrage dirigé entre eux et leur village. Les villageois avaient aperçu un groupe de soldats du côté sénégalais de la frontière et s'étaient alors dispersés. Le chef du village, plus âgé, s'était caché sur place dans les branchages. Il avait alors vu un Portugais blanc, en uniforme avec une arme, qui s'était détaché du groupe de soldats et qui était venu jusqu'à l'endroit où les villageois travaillaient dans la rizière au moment de l'attaque. Ce Blanc avait alors examiné des objets laissés par les travailleurs et était reparti sans voir celui qui était caché.

103. Les experts militaires des membres de la Mission spéciale ont examiné des pièces d'armement qui selon les autorités militaires sénégalaises avaient été recueillies sur place 12/.

104. Ces pièces comprenaient : 3 empennages de roquettes, calibre 81 mm; un auto-propulseur d'un lance-roquettes, calibre 81 mm avec les inscriptions suivantes "To keep in shadow temp. UM-20 to + 120 °F"; un empennage de mortier, calibre 60 mm; une cartouche de lancement pour mortier 60, genre 1970 M2 SPE -2 -16; une balle, calibre 24 mm.

12/ Voir annexe I, C.

4. Examen de la situation à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau)

105. Au cours des déplacements qu'ils ont effectués dans les zones frontalières de la Casamance, la Mission spéciale et les experts militaires de ses membres ont pu recueillir un certain nombre de renseignements sur la situation à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau).

106. Selon les informations obtenues des autorités locales, la frontière dans la région de la Casamance entre le Sénégal et la Guinée (Bissau) s'étend sur environ 375 km. La végétation est dense et par endroits formée d'une forêt épaisse. D'après les renseignements obtenus, le même relief et la même végétation se retrouvent de l'autre côté de la frontière. Les routes sont peu nombreuses et souvent limitées à de simples pistes. La Casamance est peuplée, approximativement, de 700 000 habitants. Des populations composées des mêmes groupes ethniques vivent dans des villages ou hameaux de part et d'autre de la frontière. Un habitant sénégalais a déclaré à la Mission spéciale lors d'un entretien près de Santiaba Mandjak qu'il avait des parents et amis dans un village limitrophe de l'autre côté de la frontière et que les uns et les autres se déplaçaient pour célébrer leurs cérémonies en commun.

107. D'après les autorités locales, l'importance économique de la Casamance est considérable pour le Sénégal dont elle serait le "grenier", en particulier pour le riz et pour la production fruitière; en outre, ses sites uniques au Sénégal en font une région touristique de premier ordre.

108. A maintes reprises, les autorités sénégalaises ont souligné le climat d'insécurité qui régnait dans les zones frontalières du fait des incidents presque journaliers qui y survenaient. Le Président de la République a indiqué que la situation présente était très dommageable au pays et affectait gravement le développement économique. Il a ajouté que le gouvernement avait été obligé de faire évacuer plusieurs villages frontaliers.

109. Outre ces déplacements de la population sénégalaise à l'intérieur du pays, du fait de la guerre, 70 000 habitants de la Guinée (Bissau) sont venus chercher refuge au Sénégal dont la frontière est demeurée ouverte. Ceci impose une très lourde charge au Gouvernement sénégalais. Le Gouverneur de la Casamance a déclaré que ces réfugiés étaient recensés au niveau des arrondissements, puis des départements et qu'après que le travail d'encadrement ait été effectué à Dakar, ils étaient installés dans divers villages, compte tenu de leurs affinités, dans tout le territoire du Sénégal. Une aide technique et financière leur était apportée dans toute la mesure du possible. Des villages avaient été construits pour accueillir certains d'entre eux.

110. Le Commandant de la zone sud a indiqué que 105 gardes sénégalais se trouvaient sur la frontière, répartis dans différents postes. Leur tâche principale était d'empêcher la contrebande.

111. Il y avait également un certain nombre de postes militaires tels que celui de M'Pak où les experts militaires des membres de la Mission spéciale avaient procédé à une enquête 13/.

13/ Voir annexe I, A.

112. Les autorités militaires ont également fait observer que des postes portugais ainsi que des bases telles que São Domingo, Susana, Varela et d'autres se trouvaient de l'autre côté de la frontière.

113. Concernant l'armement de la région, le Président de la République a déclaré que le Sénégal n'avait d'autre artillerie qu'un mortier d'entraînement. Néanmoins, a précisé le Président, à la suite des attaques récentes, le Sénégal avait décidé de renforcer sa défense frontalière et des pièces antiaériennes avaient été installées pour lutter contre les violations aériennes du territoire sénégalais.

114. Durant ses déplacements, le long de la frontière en territoire sénégalais, la Mission spéciale n'a remarqué ni fortification, ni pièces d'artillerie sur l'étendue qu'elle a parcourue.

D. Entretien de la Mission spéciale avec M. Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC

115. Le 31 juillet 1971, la Mission spéciale s'est entretenue avec le secrétaire général du PAIGC, M. Amilcar Cabral. Tant dans la déclaration qu'il a faite à la Mission spéciale que dans les réponses et questions qui ont été ensuite échangées, M. Cabral a particulièrement mentionné les points suivants :

Pose de mines en territoire sénégalais

116. Le Portugal, a dit le secrétaire général du PAIGC, cherchait à convaincre l'ONU que c'était le PAIGC qui posait des mines en territoire sénégalais. Il appuyait son argumentation sur l'idée que ces mines auraient été russes et que le PAIGC aurait admis que l'Union soviétique lui aurait fourni ce matériel. Mais en fait, un adversaire peut toujours utiliser les mêmes armes que celui qu'il combat, soit parce que, dans toute guerre, des armes sont saisies à l'ennemi, soit parce que, sur le marché international, les armes n'ont pas un sens unique de distribution. Du reste, les Portugais publient chaque année un bilan du matériel saisi prétendument aux troupes qui les combattent. C'est ainsi qu'ils avaient publié à la fin de 1969 un communiqué selon lequel ils auraient capturé 40 tonnes de matériel au cours de l'année 1969, y compris quelques centaines de mines antichars et quelques milliers de mines antipersonnel. Un bulletin analogue, publié au début de 1971, parlait de 50 tonnes de matériel pour l'année 1970. Pour exagérés que fussent ces chiffres, la possibilité de s'approprier des armes ennemies existait dans les deux sens. Par ailleurs, un combattant, s'il a des experts compétents, peut toujours déminer une route qui a été minée par son adversaire et utiliser dans un autre endroit les mines ainsi obtenues. Enfin, le Portugal ne pouvait à la fois accuser le Sénégal d'aider le PAIGC et le PAIGC de miner les routes sénégalaises que selon les Portugais, il utiliserait.

Rapports du PAIGC avec le Gouvernement du Sénégal

117. En ce qui concerne les rapports du PAIGC avec le Gouvernement sénégalais, il convenait tout d'abord de rappeler que l'Assemblée générale des Nations Unies avait proclamé la légitimité de la lutte armée des mouvements de libération nationale et avait fait appel à tous les Etats Membres pour leur venir en aide. La lutte du PAIGC était donc une lutte légale et tout Etat qui lui apportait assistance ne faisait que remplir une obligation morale et politique du domaine international.

118. Sur le plan pratique, le Sénégal n'avait jamais fourni d'armes au PAIGC. De son côté, le PAIGC n'avait aucune base à l'extérieur de la Guinée (Bissau). Le mouvement avait en effet comme principe fondamental de maintenir ses combattants à l'intérieur de son propre pays dont il contrôlait les deux tiers. Le PAIGC n'avait au Sénégal que le personnel strictement nécessaire au fonctionnement de ses centres, à savoir un bureau d'information à Dakar et, à Zinguinchor, un foyer où des convalescents passaient quelques jours avant de retourner en Guinée (Bissau). Ces deux centres servaient également de centres d'accueil au personnel du PAIGC en mission. Le nombre des personnes qui venaient chaque mois en mission au Sénégal ne dépassait pas en général une vingtaine. En outre, le PAIGC utilisait toutes les facilités que le Sénégal voulait bien lui accorder dans le cadre de la solidarité africaine et dans le cadre de sa propre sécurité. C'est ainsi que, par exemple, les blessés du PAIGC étaient soignés dans les hôpitaux sénégalais. Cela dit, les membres du PAIGC n'entraient jamais au Sénégal avec leurs armes. Outre l'assistance déjà mentionnée, le Gouvernement sénégalais apportait au PAIGC son appui sur le plan de la logistique : c'est ainsi qu'il ne prélevait pas de taxes sur les médicaments, les machines et même les voitures que le PAIGC achetait au Sénégal ou qui étaient envoyées via Dakar à titre de dons par les amis que le PAIGC avait dans le monde entier. Nul doute que ceci était en accord avec les lois internationales.

Attitude du PAIGC à l'égard du Gouvernement portugais

119. Voici déjà bien des années, a déclaré M. Cabral, que le mouvement nationaliste avait demandé au Portugal de reconnaître les droits élémentaires de la population. La réponse avait pris la forme d'une répression féroce. Des démonstrations et des grèves, moyens pacifiques, avaient alors été employées et le massacre de Pidjiguiti, au port de Bissau, avait alors eu lieu durant lequel, en l'espace de 20 minutes, à l'occasion d'une grève, 50 travailleurs africains avaient été tués et plus d'une centaine blessés. Cependant, ce n'était qu'après avoir adressé des mémorandums, soit au Portugal, soit à l'ONU, et après avoir, en décembre 1962, exposé la situation aux Nations Unies devant le Comité des Vingt-Quatre ^{14/} que le PAIGC s'était trouvé contraint de reconnaître qu'il fallait prendre les armes. Néanmoins, le PAIGC était toujours prêt à engager un dialogue avec le Portugal, pour que le Portugal reconnaisse enfin le droit du peuple de la Guinée (Bissau) à l'autodétermination et qu'un nouveau type de relations s'établisse entre celui-ci et le peuple du Portugal qu'il convenait de ne pas confondre avec le colonialisme portugais.

120. Indiquant que, depuis plusieurs années, une invitation avait été adressée au Comité des Vingt-Quatre pour le prier d'envoyer une délégation qui examinerait les conditions d'existence du peuple de la Guinée (Bissau) dans les régions libérées, M. Cabral a affirmé que si un plébiscite libre en présence d'observateurs était organisé par les Nations Unies, sous la condition que le Portugal retirât ses troupes, actuellement d'environ 40 000 hommes, le peuple de la Guinée (Bissau) voterait sans aucun doute en faveur de la liberté.

^{14/} Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Remerciements à la Mission spéciale

121. Enfin, après avoir souligné la grande responsabilité qui incombait à la Mission spéciale et l'avoir remerciée de lui avoir donné l'occasion de s'adresser à elle, M. Cabral a tenu à souligner que la Mission spéciale était venue en Afrique pour faire enquête non pas sur un conflit entre le Gouvernement portugais et le Gouvernement sénégalais, ou entre le Gouvernement portugais et le peuple de la Guinée (Bissau), mais bien sur un conflit entre le Gouvernement du Portugal et l'ONU, entre le Gouvernement du Portugal et l'humanité.

III. CONCLUSIONS

122. Dans l'exécution de son mandat, la Mission spéciale du Conseil de sécurité a bénéficié de la coopération et de l'assistance pleines et entières du Gouvernement sénégalais. Elle a aussi eu la possibilité de prendre connaissance des vues du secrétaire général du PAIGC. Le Gouvernement portugais a toutefois fait savoir à la Mission spéciale qu'il ne pouvait accepter le principe d'une collaboration avec elle. La Mission spéciale déplore vivement ce manque de coopération qui l'a empêché de s'acquitter pleinement du mandat qui lui avait été confié en vertu du paragraphe 4 de la résolution 294 (1971).

123. Des déclarations faites à la Mission spéciale ainsi que des observations faites par elle-même, il ressort que c'est un principe strictement observé de la politique étrangère de la République du Sénégal que d'éviter de sa part tout engagement avec les forces portugaises autre que pour la défense même du territoire sénégalais. Il en ressort également que les attaques armées répétées contre le Sénégal provoquent des pertes en vies humaines et des dégâts matériels; elles créent un climat d'insécurité et d'instabilité et sont grosses d'une menace à la paix et à la sécurité dans la région.

124. La Mission spéciale a examiné une série d'incidents rapportés par le Gouvernement du Sénégal au Conseil de sécurité. Elle s'est rendue, en particulier, sur trois emplacements où des mines avaient été posées, incidents dont parmi d'autres de même nature, le Ministre des affaires étrangères du Sénégal avait également fait état dans sa déclaration du 12 juillet 1971 au Conseil de sécurité. Dans les trois cas, la Mission spéciale a constaté les traces d'explosion et les dégâts très sérieux que ces mines avaient causés à trois véhicules dont l'un de transport en commun. Les autorités sénégalaises ont signalé que ces trois incidents avaient fait 4 morts et 16 blessés.

125. Dès son arrivée au Sénégal, la Mission spéciale eut à s'occuper d'une série d'incidents frontaliers qui se sont produits successivement les 25 et 30 juillet 1971. Elle s'est penchée avec une attention particulière sur ces incidents qui, comme elle en a informé le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies dans une dépêche en date du 30 juillet 1971, "se multipliaient, apparemment en violation de la résolution 294 (1971); par des forces portugaises, d'après les déclarations de témoins sénégalais sur place" impliquant ainsi un défi au Conseil de sécurité.

126. Sur la base des déclarations faites à la Mission spéciale et des enquêtes effectuées par la Mission elle-même, ainsi que de ses observations, la Mission spéciale du Conseil de sécurité est arrivée aux conclusions suivantes :

a) L'enquête concernant l'attaque du village de Kandjenou a conduit les experts militaires à constater que :

- i) Les traces examinées à Kandjenou prouvent que ce village a été l'objet d'une attaque, et que cette attaque a été particulièrement dévastatrice;
- ii) Les assaillants ont employé des armes de guerre individuelles;
- iii) Il est probable, d'après les résultats de l'opération, et d'après les armes employées, que cette attaque n'a pu être effectuée que par une force dûment entraînée, équipée de l'armement approprié et disposant d'un refuge sûr et proche.

En outre, les témoins entendus par les experts militaires ont déclaré que cette attaque avait été effectuée par des forces portugaises.

Les experts militaires sont convenus que ce qu'ils venaient d'observer et d'entendre au village de Kandjenou leur suffisait pour établir leur opinion sur les attaques de villages perpétrées dans la région.

b) Plusieurs personnes ont déclaré qu'un groupe de soldats avait pénétré au Sénégal en traversant la frontière et effectué une attaque armée sur Bagame, en plein jour le 30 juillet 1971. Un témoin a déclaré qu'il avait vu un Portugais (blanc) en uniforme et portant une arme, qui avait violé la frontière sénégalaise.

c) Les déclarations faites ont établi que le bombardement d'artillerie lourde qui a été effectué le 25 juillet 1971 contre le territoire sénégalais provenait de la Guinée (Bissau). Il a été signalé à la Mission spéciale que seules les forces armées portugaises possédaient de l'artillerie lourde dans cette région.

d) Dans d'autres cas, il a été constaté que des mines avaient été posées en territoire sénégalais, causant des morts et des destructions matérielles. La Mission spéciale s'est rendu compte des dégâts causés en examinant les lieux d'explosion.

127. Du fait que l'accès à la Guinée (Bissau) a été refusé à la Mission spéciale, quelques renseignements supplémentaires lui ont fait défaut pour accomplir intégralement sa tâche. Toutes les traces d'actes de violence et de destruction que la Mission a relevés elle-même se situent le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), zone dans laquelle, d'après les observations de la Mission, le PAIGC ne se livre à aucune activité militaire comme l'ont confirmé les autorités du Sénégal, le secrétaire général du PAIGC et plusieurs autres témoins que la Mission a interrogés. La Mission a relevé les indices propres à désigner comme responsables les autorités portugaises en Guinée (Bissau). Par ailleurs, elle arrive à la conclusion que ces actes de violence et de destruction mentionnés ci-dessus apparaissent bien comme étant la conséquence de la situation spéciale qui prévaut en Guinée (Bissau) et qui, comme la Mission le note avec regret, est en contradiction avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale le 15 décembre 1960 [résolution 1514 (XV)]7.

IV. RECOMMANDATIONS

128. La Mission spéciale du Conseil de sécurité, se fondant sur la résolution 294 (1971) dont elle appuie l'application pleine et entière, ainsi que sur les conclusions qui précèdent, recommande au Conseil de sécurité :

i) D'assurer les conditions essentielles pour l'élimination des causes de la tension dans la région et pour l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité, à savoir :

A. Sénégal

a) Le respect de la souveraineté du Sénégal et de son intégrité territoriale;

b) La cessation immédiate des actes de violence et de destruction contre son territoire et ses populations afin de contribuer à la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans la région.

B. Guinée (Bissau)

a) Le principe de l'autodétermination et de l'indépendance défini notamment par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale doit être respecté;

b) Le droit inaliénable qui en découle doit pouvoir être exercé sans plus tarder.

C. Portugal

La Mission spéciale recommande en conséquence au Conseil de sécurité d'entreprendre toutes démarches et de prendre toutes initiatives propres à amener le Portugal à respecter et à appliquer pleinement les recommandations énoncées ci-dessus.

ii) La Mission spéciale recommande en outre que le Conseil de sécurité reste saisi du problème et prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de suivre la situation. Elle recommande enfin que le Secrétaire général fasse rapport au Conseil de sécurité dans les délais appropriés et au plus tard dans six mois.

*

* *

La Mission spéciale tient à remercier son président, M. Guillermo Sevilla-Sacasa et à lui rendre hommage pour avoir su diriger avec compétence, autorité et tact ses travaux, et l'avoir guidée jusqu'à l'adoption de son rapport le 9 septembre 1971.

ANNEXE I

RAPPORTS DES EXPERTS MILITAIRES DES MEMBRES DE LA MISSION SPECIALE

A. Rapports des experts militaires des membres de la Mission spéciale sur l'incident survenu le 25 juillet 1971 dans la région frontalière de Casamance

(Premier rapport, Ziguinchor, 30 juillet 1971)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Introduction	30
II. Déplacements et travaux des experts militaires	30
III. Témoignages recueillis par les experts militaires	31
IV. Constatations	33

I. Introduction

1. A l'issue de l'audience qui lui avait été accordée par le Président de la République du Sénégal, le 26 juillet 1971 à Dakar, la Mission spéciale a été mise au courant d'un incident qui, selon une dépêche de presse, aurait eu lieu la veille, dimanche 25 juillet, dans la région frontalière de Casamance. Le soir même, le cabinet du Président de la République communiquait à la Mission spéciale la dépêche en question dont le texte suit :

"APS-08 BIS

Nouveau bombardement portugais en Casamance.

Ziguinchor, 26 juillet (APS). A la veille de l'arrivée en Casamance de la Mission de l'ONU chargée de mener une enquête sur les exactions portugaises dans cette partie sud de notre pays, des obus portugais sont tombés hier soir à Bousanoume, un paisible village sénégalais situé à 20,5 km de Ziguinchor a/.

Fort heureusement, il n'y a pas eu de perte de vie humaine. Cependant deux personnes ont été grièvement blessées par les obus des colonialistes. Il convient de signaler que les Portugais n'en sont pas à leur coup d'essai. En effet, on se souvient du bombardement du secteur de Salikénié (département de Kolda) par les Portugais au moment même où une mission des Nations Unies s'y était rendue pour constater les dégâts causés par les bombardements répétés des forces militaires portugaises.

La Commission d'enquête du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies trouvera sur place toutes les pièces à conviction dont elle aura besoin. Elle pourra aller sur le terrain constater d'elle-même la pénible situation que traverse la Casamance où il ne se passe pas un jour sans que ne soient signalées des exactions des troupes colonialistes portugaises dans les villages frontaliers."

2. La Mission spéciale qui a aussitôt examiné la question a estimé que, s'il était confirmé, un incident de cette nature qui serait survenu au moment de l'arrivée de la Mission spéciale sur le territoire où elle devait effectuer son enquête, devrait recevoir son immédiate attention. Considérant qu'elle devait avoir le lendemain à Dakar des entretiens avec le Premier Ministre et certains de ses proches collaborateurs, elle a décidé, vu l'urgence, de dépêcher sur les lieux de l'incident les experts militaires de ses membres pour recueillir toutes les informations possibles, examiner les faits et lui faire rapport.

II. Déplacements et travaux des experts militaires

3. Les experts militaires, à savoir le colonel C. DeWilde (Belgique), le commandant S. Sota (Burundi), le colonel J. Gutiérrez (Nicaragua), le colonel S. Kazmierski (Pologne) et le colonel Favez Bayassi (République arabe syrienne), se sont rendus dès le lendemain 27 juillet 1971 à Ziguinchor, région de Casamance, par un avion mis à leur disposition par le Gouvernement du Sénégal.

a/ L'enquête a montré que la plupart des obus étaient tombés sur le hameau de Boffa-Bayotte voisin de Bousanoume.

4. Le lieutenant-colonel Amadou Belal Ly, gouverneur de la région de Casamance, assisté de diverses personnalités, a reçu les experts militaires et leur a fourni des informations sur la situation militaire de sa région.

5. Guidés par le Gouverneur et le commandant Coumba Diouf Niang, commandant de la zone sud, les experts ont ensuite gagné par la route le village de M'Pak dans la région duquel l'incident rapporté avait eu lieu. Le village de M'Pak est situé à 19 km au sud de Ziguinchor sur la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau).

6. Après avoir examiné les lieux et interrogé des témoins, les experts militaires sont revenus à Ziguinchor où ils ont rendu visite à un villageois sénégalais qui, selon les dépositions recueillies, avait été blessé au cours de l'incident et dont la blessure avait nécessité son transport à l'hôpital régional de Ziguinchor. Ils se sont également entretenus avec le médecin qui avait soigné le blessé.

7. Les experts militaires ont regagné Dakar par avion le même jour, 27 juillet 1971, à 18 heures.

III. Témoignages recueillis par les experts militaires

8. Au cours de leur enquête les experts militaires ont recueilli les six dépositions suivantes portant sur l'incident en question :

Le commandant Coumba Diouf Niang, commandant de la zone sud, qui ne se trouvait pas sur place au moment des événements et qui fait rapport selon ce qu'il a entendu, a déclaré que les attaques portugaises étaient une source continue de soucis pour cette région sénégalaise. Depuis le début de l'année 1971, parmi d'autres incidents tels que des survols aériens fréquents de la région par des avions portugais, trois incidents particulièrement sérieux avaient eu lieu dans la région de M'Pak. En janvier 1971, les troupes portugaises avaient ouvert le feu de nuit sur le village. Un habitant avait été blessé. Sept trous d'obus avaient été relevés.

9. Plus récemment, le 5 juillet 1971, un commando portugais avait attaqué le même village dans l'intention apparente d'enlever des réfugiés portugais qui se trouvaient dans une maison. Pour assurer le succès de l'opération, les troupes portugaises avaient commencé un tir de barrage, mais l'action de la mitrailleuse lourde du poste sénégalais avait empêché l'assaut de prendre place; l'attaque s'était donc soldée par un échec.

10. Enfin le dernier incident s'était déroulé le dimanche 25 juillet 1971 entre 12 h 30 et 14 heures. Selon les informations obtenues par l'armée sénégalaise, un convoi portugais avait été intercepté par des troupes du PAIGC en territoire de Guinée (Bissau). Les Portugais ayant fait intervenir l'artillerie lourde, environ 40 obus étaient tombés en territoire sénégalais sur le hameau de Boffa-Bayotte situé à 1 km de M'Pak. Deux villageois avaient été blessés; l'un d'eux avait dû être transporté à l'hôpital de Ziguinchor.

11. Les experts militaires ont alors posé diverses questions au témoin qui a précisé les points suivants :

i) Aucun mouvement de nationalistes du PAIGC n'avait été observé vers le territoire sénégalais au moment du dernier incident. La consigne formelle consistait, lorsque des coups de feu révélant un incident en territoire portugais étaient entendus, à déployer des hommes le long de la frontière pour

empêcher le passage de qui que ce soit en territoire sénégalais. La consigne avait été suivie dès le début de l'incident;

ii) Les obus ne pouvaient pas avoir été tirés par les troupes du PAIGC, car dans cette région, seules les troupes portugaises sont munies de canons, notamment dans le secteur de São Domingo;

iii) La seule arme lourde que possède le poste de M'Pak, seul poste militaire de la région, est une mitrailleuse de 12,7 mm que le témoin a désignée aux experts. Le poste militaire sénégalais le plus proche, distant de plusieurs dizaines de kilomètres, n'est armé que de canons antiaériens;

iv) La région de M'Pak et du hameau de Boffa-Bayotte est située à une distance de 800 m à 1 km au nord de la frontière Sénégal-Guinée (Bissau).

Le sergent Barthélémy Dione, chef du poste militaire de M'Pak qui, lui, était présent au moment de l'incident, a déclaré que quand les obus sont tombés en territoire sénégalais, il n'y avait pas eu d'échange de feu préalable. Les premiers obus sont tombés dans le secteur de Boffa-Bayotte. La cadence était très rapide. Il était pour sa part à M'Pak et dès qu'il avait entendu des explosions il s'était rendu dans la direction d'où elles provenaient. Il avait alors trouvé M. Dapananto Mendy qui avait été blessé au bras et un peu plus loin M. Kéba Cissé qui avait été blessé à la poitrine. Il avait envoyé ces deux habitants de Boffa-Bayotte au poste militaire de M'Pak. Selon l'estimation du sergent Dione, il s'agissait de tirs d'obus de 155 mm puis de 81 mm. Le tir avait commencé à 12 h 13 et duré jusque vers 14 heures. C'était un tir provenant probablement de plusieurs pièces, tir rapide qui pouvait aller jusqu'à un coup par seconde.

M. Dapananto Mendy (36 ans), habitant Boffa-Bayotte, dont le témoignage en langue diola a été rendu en français par un interprète local, a déclaré que le dimanche 25 juillet, en début d'après-midi, il faisait la sieste dehors. Une série d'explosions (environ 40) ont alors eu lieu autour de lui. Un obus qui a explosé à environ 200 m de l'endroit où il se trouvait l'a blessé d'un éclat au bras. Il est allé au poste militaire de M'Pak où il a été soigné.

M. Mamadou Coly (30 ans), habitant Boffa-Bayotte, dont le témoignage effectué en langue diola a été rendu en français par un interprète local, a déclaré qu'il se trouvait le dimanche 25 juillet dans sa case vers le début de l'après-midi quand il a entendu un nombre très important de coups de canon. Ils dépassaient la centaine. Cette canonnade a duré approximativement de midi à 14 heures. Les gens du village étaient dans la région mais dispersés. Des soldats sénégalais étaient aux alentours. Environ 40 explosions ont eu lieu aux alentours immédiats de Boffa-Bayotte.

M. Kéba Cissé (45 ans), habitant Boffa-Bayotte, a été interrogé à l'hôpital de Ziguinchor. Il a déclaré que le dimanche 25 juillet il avait entendu vers midi des coups de canon dont les obus tombaient directement dans son entourage immédiat. Il avait été blessé par une des toutes dernières explosions en territoire sénégalais. Il s'était alors rendu au poste militaire qui l'avait fait transporter à l'hôpital de Ziguinchor.

Le Dr Xavier Imbert, médecin-chef de l'hôpital de Ziguinchor, a déclaré que M. Kéba Cissé avait été amené à son hôpital le dimanche 25 juillet 1971. M. Cissé avait été blessé dans la région du sternum. La blessure était assez sérieuse mais les soins ayant pu être donnés rapidement, le docteur pensait que le blessé serait en mesure de quitter l'hôpital dans les jours suivants. A son avis, la blessure provenait, sans aucun doute, d'un éclat d'obus.

IV. Constatations

12. Au cours de leur enquête, les experts militaires ont fait les constatations suivantes :

i) Région de l'incident :

a) Le village de M'Pak, siège d'un poste militaire, est situé à quelques centaines de mètres au nord de la frontière du Sénégal et de la Guinée (Bissau). Un mât horizontal marque la frontière;

b) Le seul armement lourd visible dans ce poste militaire est une mitrailleuse de 12,7 mm;

c) Aucune fortification n'est visible aux alentours du poste;

d) Le hameau de Boffa-Bayotte consiste en quelques cases de torchis couvertes de chaume. Il est situé à environ 1 km à l'ouest de M'Pak;

e) La végétation environnante est celle d'une forêt de savane avec des arbres élevés;

f) Le sol est lourd avec de nombreuses racines.

ii) L'incident :

a) Les experts militaires ont examiné 12 trous d'obus dont 8 entonnoirs. Le diamètre des entonnoirs, mesurés au ras du sol, était de l'ordre de 1,5 m, et leur profondeur de 0,6 m à 0,75 m;

b) Des éclats d'obus ont été recueillis par les experts eux-mêmes en fouillant le fond des entonnoirs sous une surface qui avait été partiellement noircie par l'explosion;

c) Aux alentours des lieux d'explosion, dans un cercle qui, pour les entonnoirs, avait un rayon de 15 à 20 m, les experts ont relevé des traces d'impacts sur certains arbres, ainsi que de ricochets sur le sol. Ces traces résultaient visiblement des explosions en question;

d) De l'avis des experts militaires, le calibre des obus employés était approximativement de 105 ou 155 mm;

e) La forme des impacts et les traces examinées aux alentours ne permettent pas d'indiquer scientifiquement la direction des tirs. Toutefois les déclarations des témoins et l'examen des lieux d'explosion ont conduit les experts à la quasi-certitude que les tirs provenaient des postes d'artillerie lourde situés en Guinée (Bissau);

f) Les autorités sénégalaises ont proposé aux experts militaires de leur montrer d'autres trous d'obus. Mais les experts militaires ont estimé que l'examen des 12 premiers leur avait fourni toute l'information nécessaire.

13. Les experts militaires tiennent à déclarer que, dans l'accomplissement de leur mandat, ils ont reçu la plus complète assistance de la part des autorités sénégalaises.

B. Rapport des experts militaires des membres de la Mission spéciale
sur les incidents de Kandjenou et de Singuère-Diola

(Deuxième rapport, 9 août 1971)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Introduction	35
II. Enquête concernant l'attaque du village de Kandjenou	35
III. Enquête concernant l'incident du 30 juillet 1971 (attaque de bergers et vols de bétail)	37

I. Introduction

1. Par décision de la Mission spéciale, les experts militaires ont quitté Ziguinchor (Casamance) le 30 juillet 1971 pour se rendre dans l'arrondissement de Tanaff où ils devaient faire une enquête sur des actes de violence que, selon les autorités sénégalaises, l'armée portugaise avait commis dans la région. Il s'agissait plus particulièrement des attaques opérées sur les villages de Kandjenou dans la nuit du 31 mars au 1er avril 1971, de Tankanto et de Karoumbo dans la nuit du 16 au 17 avril dont le Gouvernement sénégalais avait informé le Conseil de sécurité par sa lettre en date du 27 avril 1971 au Président du Conseil (S/10182).

2. L'itinéraire du convoi passait par l'arrondissement de Samine dont le chef-lieu avait été bombardé les 25 novembre et 7 décembre 1969, ce qui avait amené le Conseil de sécurité à condamner sévèrement les autorités portugaises pour ces tirs d'obus sur le village de Samine b/.

3. En arrivant à Samine, les experts militaires ont vu un attroupement en travers de la route. Le Gouverneur de la région de Casamance qui guidait le convoi les a alors informés que selon les renseignements qu'il venait de recevoir une attaque avait eu lieu quelques heures auparavant au village de Singuère-Diola situé à environ 30 km de Samine le long de la frontière, approximativement dans la direction de Ziguinchor. Des gardiens de troupeau avaient été attaqués par des hommes armés de grenades et de fusils. Plusieurs hommes avaient été blessés, deux d'entre eux avaient été amenés à Samine, village situé sur la route principale, d'où ils devaient être transportés à l'hôpital régional de Ziguinchor.

4. Les experts militaires ont rendu visite aux deux blessés qui étaient sur place. Ils les ont rapidement interrogés. Ils ont ensuite décidé de remplir d'abord la tâche qui leur avait été confiée par la Mission spéciale et d'enquêter au retour sur ce nouvel incident.

II. Enquête concernant l'attaque du village de Kandjenou

5. Les experts militaires se sont rendus au village de Kandjenou situé dans l'arrondissement de Tanaff à environ 800 m de la frontière Sénégal-Guinée (Bissau), ils y ont reçu les dépositions suivantes :

6. a) Le lieutenant-colonel Amadou Belal Ly, gouverneur de la région de Casamance, a déclaré que dans la nuit du 31 mars au 1er avril 1971 un détachement de l'armée portugaise avait attaqué de nuit le village de Kandjenou qui comprenait alors environ 750 habitants. Cent trente maisons, soit plus de la moitié du village, avaient été brûlées, l'école à moitié détruite, l'attaque avait fait 1 mort et 17 blessés. Quatre cents personnes s'étaient trouvées sans abri. Le dommage matériel causé par cette attaque était considérable. Deux cents bovins avaient été enlevés, plus de 400 volailles brûlées, 4 charrettes et 2 concasseurs manuels avaient été détruits; environ 200 tonnes d'arachides brûlées, 50 sacs de noix palmistes et 600 sacs vides détruits. Quinze fusils d'autodéfense confiés à la population avaient été volés.

b/ Voir résolution 273 (1969) du 9 décembre 1969.

7. Le témoin a précisé que l'action avait été menée par des troupes portugaises régulières probablement dans le but de capturer un membre du PAIGC. Attaquant de nuit, les Portugais n'avaient utilisé ni avions, ni artillerie, mais seulement la grenade et le fusil. Toutes les victimes avaient été touchées par des tirs ou des éclats et non par les incendies.

8. M. Famara Mandian, chef du village, dont le témoignage en langue diola a été rendu en français par un interprète local, a déclaré que l'attaque avait eu lieu vers minuit et duré environ 15 minutes. Le témoin, précisant qu'il était sur place au moment de l'incident, a indiqué qu'il avait été réveillé par l'attaque. Les attaquants étaient repartis vers l'est (direction approximative de la frontière). Il n'y avait ni membre du PAIGC, ni réfugié dans le village. A la suite de l'attaque, une partie de la population avait dû quitter le village. Ceux qui étaient restés étaient protégés par des troupes sénégalaises. L'attaque avait été effectuée par des mercenaires portugais, c'est-à-dire par l'armée régulière portugaise et, a souligné le témoin, les dégâts étaient encore très visibles.

9. Le commandant Coumba Dicuf Niang, commandant de la zone sud, a déclaré que le 1er avril 1971 les effectifs sénégalais de la région avaient été réduits au minimum du fait de la préparation de la fête nationale, le 4 avril. C'est pourquoi l'attaque en question avait pu se produire sans rencontrer de résistance sérieuse. Quelques jours plus tard, le 6 avril, des mercenaires portugais avaient tenté de brûler le village de Diamaye situé à quelques kilomètres plus loin, mais devant la résistance rencontrée, ils s'étaient retirés en volant 300 kg de riz et de l'argent. Le 11 avril, deux autres villages de la même région, Madigasama et Soukounaya, avaient été attaqués; 10 concessions de café avaient été incendiées, 100 cases brûlées; les récoltes volées ou détruites sur place. C'était également dans l'arrondissement de Tanaff que les villages de Karoumbo et de Tankanto avaient été attaqués dans la nuit du 16 au 17 avril 1971. Trois civils avaient été tués et trois autres blessés. Un mercenaire portugais avait été tué. Son équipement était conservé au camp militaire de Ziguinchor. Le témoin a précisé à ce sujet que par "mercenaire portugais" les Sénégalais désignaient tout soldat de l'armée portugaise, qu'il soit blanc ou noir.

Constatations

10. Au village de Kandjenou, les experts militaires ont observé ce qui suit :

- i) Des restes calcinés de très nombreuses cases détruites par le feu;
- ii) Un certain nombre de cases dont le toit venait d'être refait;
- iii) Une construction d'agglomérés largement détruite, dont l'intérieur portait des traces d'incendie et qui a été identifiée par le chef du village comme l'ancien magasin d'arachides;
- iv) Une autre construction partiellement détruite dont les murs en agglomérés étaient marqués d'une centaine d'impacts de balles et d'éclats de grenades. Dans la toiture en tôle ondulée, un trou d'environ 0,45 m de diamètre pouvait avoir été fait par un projectile, ainsi qu'un autre trou d'un diamètre approximatif de 0,35 m qui apparaissait dans un mur. Le chef du village a indiqué qu'il s'agissait de l'école qui n'avait pas encore pu être reconstruite.

11. Les experts militaires sont parvenus aux conclusions suivantes :

i) Les traces examinées à Kandjenou prouvent que ce village a été l'objet d'une attaque, et que cette attaque a été particulièrement dévastatrice;

ii) Les assaillants ont employé des armes de guerre individuelles;

iii) Il est probable, d'après les résultats de l'opération, et d'après les armes employées, que cette attaque n'a pu être effectuée que par une force dûment entraînée, équipée de l'armement approprié et disposant d'un refuge sûr et proche.

12. Les experts militaires, estimant qu'il était urgent d'informer dès que possible la Mission spéciale du nouvel incident survenu à Singuère-Diola, se sont consultés sur la procédure à suivre. Ils sont convenus que ce qu'ils venaient d'observer et d'entendre au village de Kandjenou leur suffisait pour établir leur opinion sur les attaques de villages perpétrées dans la région.

III. Enquête concernant l'incident du 30 juillet 1971 (attaque de bergers et vols de bétail)

13. Au village de Samine, les experts militaires ont appris que les quatre blessés, dont l'un dans un état grave, étaient partis à l'hôpital régional de Ziguinchor, accompagnés d'un témoin. Ils s'y sont aussitôt rendus.

Témoignages recueillis

14. M. Papilla Badgi (19 ans), habitant Singuère-Diola, a déclaré que la veille au soir, le 29 juillet vers 21 heures, il était allé comme de coutume garder le troupeau du village avec Lansana Mendy, Keba Badgi et Abdou Badgi, à quelques centaines de mètres du village. Ces deux derniers se reposaient en attendant de prendre leur tour de garde. Vers une heure du matin, des hommes armés de fusils et de grenades les ont attaqués. Comme les gardiens étaient sans armes, ils n'ont pu que se sauver. Répondant à diverses questions, le témoin a indiqué qu'au moins une grenade avait été jetée et que des coups de fusil avaient été tirés. La distance à partir de laquelle les attaquants avaient tiré devait être de l'ordre de 30 m. Dans la nuit, le témoin n'avait pas pu distinguer les assaillants. Pour sa part, il avait été blessé au bras gauche.

15. M. Keba Badgi (20 ans), habitant Singuère-Diola, qui était encore sous le choc de l'incident, a confirmé les déclarations du témoin précédent.

16. M. Bakari Manda (22 ans) (témoignage en langue diola rendu en français par un interprète local), habitant Singuère-Diola, a déclaré qu'il était venu du village pour accompagner les blessés. Il avait retrouvé la trace d'explosion d'une grenade sur le sol à l'endroit de l'attaque et d'une autre grenade qui avait été jetée à l'endroit où les deux garçons qui n'étaient pas de garde dormaient. Concernant le troupeau du village, les attaquants avaient pris 20 têtes de bétail, en avaient tué 2 et blessé 6.

17. Le Dr Xavier Imbert, médecin-chef de l'hôpital régional de Ziguinchor, a déclaré qu'il avait reçu vers la fin de la matinée, dans son hôpital, les quatre blessés mentionnés ci-dessus. Il avait pris immédiatement des radios. L'un des blessés, M. Lansana Mendy, présentait une plaie abdominale par éclat d'obus ou de grenade. Le Dr Imbert l'avait aussitôt opéré sous anesthésie complète et avait retiré un éclat de la blessure. L'opération semblait avoir réussi. Les trois autres blessés présentaient des blessures légères, toutes provenant également d'éclats. L'un des blessés avait été touché à la base du cou. L'éclat avait été retiré avant l'arrivée du patient à l'hôpital. Un autre présentait une plaie au bras avec un petit éclat inclus; et un autre le même genre de blessure, mais à la cuisse. Du fait de la taille minime de ces éclats et de leur situation qui ne menaçait aucun centre important, ces éclats n'avaient pas été extraits.

18. Les experts militaires n'ont pas pu interroger M. Lansana Mendy qui était encore sous le coup de l'anesthésie. Ils n'ont pas non plus interrogé le jeune Abdou Badgi qui, âgé de 13 ans, était encore sous un état de choc.

19. Concernant cet incident particulier, les experts militaires peuvent seulement certifier qu'ils ont vu quatre citoyens sénégalais blessés par des éclats de grenade.

C. Constatations des experts militaires relatives à certains incidents
rapportés à la Mission spéciale

(Troisième rapport, 9 août 1971)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Incident près de Santiaba Mandjack	40
II. Examen des pièces exposées au camp militaire de Ziguinchor	40
III. Incident près de Saré-N'Diaye	40
IV. Pont de Balo Kounda	41
V. Incident au village de Bagamé	41
Appendice : Liste établie par le Gouvernement sénégalais des pièces à conviction présentées à la Mission spéciale au camp militaire de Ziguinchor le 28 juillet 1971	42

1. Les experts militaires des membres de la Mission spéciale présentent ci-après les constatations suivantes.

I. Incident près de Santiaba Mandjack

2. Le 28 juillet 1971 à 14 h 30 près de Santiaba Mandjack en un lieu situé approximativement à 1 km de la frontière en territoire sénégalais, les experts militaires ont constaté qu'un véhicule civil (type minibus) avait sauté sur une mine.

3. L'explosion a eu lieu sous la roue arrière droite, comme le prouvait l'enfoncement du tambour arrière et les traces de calcination. La quantité d'explosif employée devait avoir été de l'ordre de grandeur d'une mine antichar. La mine ayant explosée, son origine n'a pu être déterminée.

4. D'après le commandant de zone, trois autres mines avaient été trouvées par les militaires sénégalais près du lieu de l'explosion.

II. Examen des pièces exposées au camp militaire de Ziguinchor

5. Le même jour, 28 juillet 1971 à 19 h 30, les autorités militaires sénégalaises ont présenté à la Mission spéciale au camp militaire de Ziguinchor divers armements et explosifs recueillis, d'après leurs dires, en territoire sénégalais, le long de la frontière et certains sur la personne de soldats portugais. Les experts militaires ont examiné ces objets et ont prié les autorités sénégalaises de leur en fournir la liste. Cette liste est annexée ci-après. Les experts militaires sont en mesure de confirmer le nombre et la description des objets en question tels qu'ils sont indiqués sur cette liste.

III. Incident près de Saré-N'Diaye

6. Le 29 juillet 1971 vers 10 h 50, sur la route de Saré-N'Diaye à Alfa Sado, à moins d'un kilomètre de la frontière, entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), les experts militaires ont examiné, sur cette route de terre, deux jeeps du type Land Rover qui gisaient au bord de la route à approximativement 150 m l'une de l'autre.

7. Les traces de destruction indiquaient que ces véhicules avaient été détruits par des mines de la puissance d'une mine antichar.

8. Ces mêmes traces montraient que pour le véhicule le plus près de Saré-N'Diaye la mine avait explosé sous la roue avant droite. Ce véhicule avait été projeté à environ 5 m de distance.

9. Concernant le deuxième véhicule, une mine avait explosé sous une roue arrière et le véhicule avait été projeté à environ 7 m de distance.

10. Du fait des explosions, l'origine des mines n'a pas pu être déterminée.

IV. Pont de Balo Kounda

11. Le même jour, 29 juillet 1971, vers 13 heures, sur la route de Saré-Sissao à Balo Kounda, les experts militaires ont examiné un pont d'une longueur approximative de 3,5 mètres constitué de deux tronçons avec un pilier intermédiaire.

12. Les autorités sénégalaises ont déclaré que deux pains de TNT portant une inscription portugaise et pesant chacun 1 kg ainsi que 16 sachets de TNT en poudre avaient été découverts sur ce pont et que le dispositif de mise à feu avait été installé.

13. Comme aucun dégât n'était apparent, les experts militaires n'ont pu que prendre note de ces déclarations.

V. Incident au village de Bagamé

14. Le vendredi 30 juillet 1971 vers 17 heures, pendant que le Gouverneur de la Casamance, le lieutenant-colonel Belal Ly s'entretenait avec les membres de la Mission spéciale pour les informer d'un incident qui venait d'avoir lieu au village de Bagamé situé sur la frontière en territoire sénégalais, les experts militaires se sont réunis entre eux pour examiner les objets suivants présentés à la Mission spéciale comme ayant été trouvés sur les lieux de l'incident :

- a) Trois empennages de roquette, calibre 81 mm.
- b) Un autopropulseur de lance-roquette, calibre 81 mm avec les inscriptions suivantes : "To keep in shadow temp. UM-20 to + 120 °F."
- c) Un empennage de mortier, calibre 60 mm.
- d) Une cartouche de lancement pour mortier 60, gerre 1970 M2 SFE-2-16.
- e) Une balle, calibre 24 mm.

APPENDICE

LISTE ETABLIE PAR LE GOUVERNEMENT SENEGALAIS DES PIECES A CONVICTION PRESENTEES A LA MISSION SPECIALE AU CAMP MILITAIRE DE ZIGUINCHOR LE 28 JUILLET 1971

<u>Désignation</u>	<u>Nombre</u>	<u>Marque distinctive lisible</u>
Fusil individuel semi-automatique	1	G.3-FMP- 144 180 - 4/69 sur le soldat portugais Manga Kante, le 14 juillet 1971, par une patrouille de l'armée nationale, près du village sénégalais de Nianao
Fusil individuel à répétition	1	C.1-D 6171 - ESPINGARDA PORTUGUEZA 65 Mod-1904 - DEUTSCHE WAFFIN UND MUNITIONS-FABRIKEN-BERLIN - Récupéré par l'armée nationale lors de l'interception d'une bande portugaise venue incendier et piller le village de Thiamlé (Sénégal)
Fusil portugais	1	M.22 - No 022 159 - KAB. - Enlevé sur le cadavre d'un Portugais mort lors de l'attaque du village de Tankanto le 17 avril 1971
- Chargeurs	4	
- Cartouches	25	50/E
- Casquette	1	- Equipement du Portugais mort le 17 avril 1971 à Tankanto (Sénégal)
- Ceinturon	1	
Grenade O.F.	1	Sans inscription
Grenades O.F.	2	<u>Corps</u> : G.M. O.F. - M1/962 - TNT SPELOTE 4-4 <u>Cuillère</u> : ESPL-DM 72 - emploi 4-4 3 à 4 seg. - Récupérées sur le terrain lors de l'interception pendant l'attaque de M'Pak et Sanou (Sénégal)
Etais et munitions portugais	148	Ramassés dans les villages de Sanou-Thiamlé-Marseille-Safane-Tankanto-Kandienoung et Madigassama

APPENDICE (suite)

<u>Désignation</u>	<u>Nombre</u>	<u>Marque distinctive lisible</u>
Mines antichar indétectables en bois	3	Dimensions 22 x 31 x 13 cm Deux charges de TNT concentrées avec des charges intermédiaires Mise de feu par allumeur à traction et pression <u>Relevées ou neutralisées</u> : 17 mines <u>Ont explosé</u> : 3 Bilan : 4 morts, 27 blessés
Mines antipersonnel indétectables en bois	5	Dimensions 19 x 6 x 9 cm <u>Inscription sur la charge</u> RABOUNTOPT MAMKA-BEC-200R <u>Sur le fond du corps de la mine</u> OMO-6 M-6MQ-M 33-19-OR Mines relevées à Saré-Mansaly, Saré-Mansoa, Coumbakara
Allumeurs AP à pression et traction	3	M Y B - 2-583-4-58
Pains de TNT concentré	3	PETARDO-TNT - PR X 1 - 011-66 (1000)
Sacs de TNT en poudre	16	Sans inscription - Charge explosive enlevée sous les ponts de Saré-Sissao-Balo Kounda-Kaone
Lance-roquette à 4 tubes de FIAT G.91	1	G.91 portugais LF 691 - 4 x 2 - MI/66 - LF.71 - Perdu par un avion FIAT portugais et récupéré près de Sare-N'Diaye en territoire sénégalais après un bombardement du 1er juillet 1971
Obus de 155	1	Non explosé et récupéré à Xolinto après le bombardement près de Saré-N'Diaye en territoire sénégalais
Roquettes à fusil	2	<u>To keep in shadow temp. UM-20 to + 120 °F</u>
Empennages de mortier	8	SPE-2-15 1969-M.32
Empennages de roquette	3	Récupérés lors du bombardement du village de Bagame le 30 juillet 1971

Ziguinchor, le 30 juillet 1971
Le commandant Coumba Diouf Niang
commandant le Groupement Casamance
et le C.D.S.C.

(Signé)

Le Chef du Troisième Bureau
(Cachet de l'état-major général des forces armées)

ANNEXE II

DOCUMENTS REMIS A LA MISSION SPECIALE PAR LE GOUVERNEMENT DU SENEGAL

A. Relevé des incidents frontaliers de 1961 à 1971

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1961</u>		
10/6/61	Kolda	Incursion sur le territoire sénégalais du dénommé Séga Demba, sans pièces d'identité, militaire portugais; interprète informateur, l'intéressé a été conduit à la brigade de gendarmerie de Kolda.
18/10/61	Kolda	Un agent de renseignement portugais, Toguel Balde, cherchait à se rendre au village de Tauyel (Kolda); intercepté, il a été conduit à la brigade de gendarmerie de Kolda.
<u>1962</u>		
9/2/62	Seleti (18 heures)	Arrestation de sept éléments ayant pénétré clandestinement en territoire sénégalais, avec port d'armes prohibées; de nationalité guinéo-portugaise.
<u>1963</u>		
8/4/63	Bouniack (Ziguinchor) (8 heures)	Violation de l'espace aérien du territoire national par quatre avions militaires portugais, lançant des grenades qui blessent un enfant.
12/5/63	Salikénié (Kolda) (19 h 15)	Deux Blancs portugais, Arthur Amaro Meal et Manuel Colha Garcia, pénètrent au Sénégal à bord d'un véhicule immatriculé G.1012, armés de fusils et munitions de guerre. Se sont présentés au poste de Salikénié et ont déclaré s'être égarés; demandent aux gardes la permission de se rendre à un village pour récupération affaires.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1964</u>		
3/1/64	Saré-Waly (Kolda)	Accrochage entre nationalistes et soldats portugais en territoire guinéen. Des balles perdues ont atterri dans les concessions d'Amadou Balde et de Samba Seydi; aucun blessé.
6 et 7/1/64	Salikénié (Kolda)	Accrochage entre PAIGC et soldats portugais en territoire guinéen près de Salikénié. Une femme blessée au bras, six cases et greniers brûlés par les grenades lancées.
18/4/64	Saré-N'Diaye	Un Sénégalais est appréhendé par des militaires portugais et conduit vers Bissau.
24/5/64	Sitatou (Kolda)	A été brûlé par les Portugais; deux morts, rafle de moutons (60) et chèvres, un taureau emporté.
16-17/8/64	Saré-Koubé (Kolda)	Patrouille portugaise en territoire sénégalais et survol de l'avion militaire portugais entre ledit village et Salikénié.
10/10/64	Kolda	Survol d'un avion portugais type Broussard (du territoire sénégalais) de la frontière jusqu'à Kolda.
<u>1965</u>		
8/1/65	Salikénié (Kolda)	Agression à la grenade incendiaire d'une bande de mercenaires portugais contre habitants du village. Aucun dégât corporel.
15/2/65	N'Gobaye (Sédhiou)	Agression au fusil par les militaires portugais et destruction de huit concessions et de la totalité des récoltes par incendie.
28/2/65	Mansacounda (Vélingoro)	Case incendiée par des militaires portugais.
12/4/65	Bambato N'Ding (Sédhiou)	Quatorze concessions incendiées et détruites par des militaires portugais, avec la totalité des récoltes; toutes ces familles sans abri ni ressources.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1965 (suite)</u>		
14/4/65	Djirband (Sédhiou)	Quatre boutiques pillées, 487 750 francs emportés, village incendié par la suite par des militaires portugais.
18/4/65	Djirband (Sédhiou)	Attaque de militaires portugais, dépouillant des habitants de leurs vêtements, récupérant 487 000 francs auprès des commerçants.
20/4/65	Bambato-Fassada-Yarang-Djirband (Sédhiou)	Défilé de militaires auxdits villages avec armement, semant la panique auprès des villageois.
25/4/65	Faradianto (Sédhiou)	Coups de feu tirés par des militaires de l'armée régulière portugaise. Aucun dégât corporel.
26/4/65	Coumbacara (Kolda)	Pénétration et séjour irréguliers dans le territoire national, d'un officier, quatre soldats et d'un guide de l'armée régulière portugaise.
12/5/65	Salikénié (Kolda)	Survол par un avion portugais dudit village à basse altitude.
1/7/65	Bafata (Sédhiou)	Capture de trois Sénégalais par les mercenaires loyalistes portugais.
24/9/65	Bafata (Sédhiou)	Enlèvement de cinq femmes et de trois enfants en territoire sénégalais par des mercenaires de la Guinée portugaise.
26/9/65	Kaguite (Ziguinchor)	Exhumation de cadavres ressortissants portugais, assassinés en terre sénégalaise par des mercenaires de la Guinée portugaise.
29/9/65	Barry-Diéga (Kolda)	Enlèvement d'une cinquantaine de bovins par les forces portugaises.
12 et 13/11/65	Karantaba (Kolda)	Sept grenades lancées par les mercenaires portugais du village; aucun dégât.
17/11/65	Territoire portugais	Deux Sénégalais tués par les mercenaires portugais.
12/12/65	Kandiénoung (Sédhiou)	Enlèvement de deux Sénégalais et quatre bovins par des éléments de l'armée régulière portugaise, après mise en fuite des villageois par coups de feu.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1965 (suite)</u>		
20/12/65	Sinthiane-El-Hadji (Kolda)	Enlèvement de Sénégalais du village; quatre morts par rafales d'armes automatiques; importants dégâts matériels causés par les militaires portugais.
24/12/65	Sinthiane-El-Hadji (Kolda)	L'aviation portugaise survole cette agglomération et lance des tracts rédigés en portugais.
<u>1966</u>		
16/1/66	Diamaye (Sédhiou)	Des soldats de l'armée régulière portugaise incendient le village, emportent la récolte d'arachides et de mil, tuent trois taureaux et deux génisses.
10/3/66	Saré-Koubé-Sanka, Saré-N'Diaye (Kolda)	Attaque portugaise contre lesdits villages; celui de Sinthiane a été incendié, faisant de nombreux morts et d'importants dégâts matériels.
15/3/66	Firgui (Sédhiou)	Capture de deux Sénégalais et d'un réfugié par des soldats africains de l'armée portugaise.
25 et 26/12/66	Djidadji (Sédhiou)	Capture de neuf Sénégalais et 24 réfugiés par des soldats africains de l'armée régulière portugaise après un tir nourri d'armes automatiques.
28/5/66	Bouniack (Zichor)	Troupe de mercenaires loyalistes portugais capture et abat par les armes un réfugié et un Sénégalais.
23/6/66	Youtou (Oussouye)	Accrochage entre une compagnie de parachutistes sénégalais en nomadisation et des Portugais d'un village frontalier (Esatam); aucune victime.
1/7/66	Djid-Dji-Balante (Sédhiou)	Capture d'un Sénégalais par des soldats de l'armée portugaise.
18 et 19/11/66	Combsa (Kolda)	Des Portugais incendient une concession; les dégâts se chiffrent à 44 000 francs.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1967</u>		
2/1/67	Sibidian (Kolda)	Des éléments de l'armée régulière portugaise mettent le feu au village; la panique en résulte; ils attaquent les habitants à coups de fusil et de mortier. Dégâts corporels : il y a trois morts et cinq blessés; dégâts matériels : évalués à 1 139 352 francs.
7/1/67	Saré-Samba, Voulin, Counda (Kolda)	Incursion portugaise au village de Saré-Samba, enlèvement de trois femmes et de 53 têtes de bétail.
8/1/67	Saré-Demba	Un détachement portugais composé d'un général, d'un capitaine, d'un lieutenant et de soldats embarqués dans trois camions ont pris position durant 30 minutes au poste frontalier de Saré-Waly.
24/1/67	Saré-Waly	Attaque du village et destruction d'une trentaine de cases par les éléments portugais.
15/2/67	Bambato	Une compagnie de soldats portugais incendie toute la récolte d'arachides d'un villageois qu'elle capture.
9/2/67	Bantagnel (Sédhiou)	Une troupe de deux compagnies ayant à sa tête un officier et deux sous-officiers blancs pille certains villages et enlève deux réfugiés. La valeur des objets est évaluée à 311 635 francs.
2/3/67	Djirband (Sédhiou)	Une troupe de l'armée régulière portugaise abat deux paysans, incendie cinq concessions, qui subissent les pertes suivantes : 61 cases et 27 greniers de vivres brûlés, 21 boeufs, moutons et chèvres. La troupe emporte huit bicyclettes et de la marchandise évaluée à 150 000 francs.
9/3/67	Saré-Waly (Kolda)	Attaque du village par les éléments portugais; quelques matériaux détruits par éclats d'obus de roquettes tirés par eux.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1967 (suite)</u>		
11/3/67	Fassane (Sédhiou)	Une troupe de l'armée régulière portugaise (Cie) procède à une perquisition dans deux maisons et emporte 82 000 francs.
12/4/67	Mandiancounda (Kolda)	Des mercenaires venant de la Guinée dite portugaise lancent des grenades incendiaires dans deux concessions. Dégâts: 11 cases et 438 190 francs sous les flammes.
13/4/67	Saré Bocar (Kolda)	Trois concessions incendiées par des mercenaires portugais, ce qui cause la destruction de 18 cases et 5 greniers.
18/4/67	Boundialoum (Ziguinchor)	Enlèvement de deux Sénégalais par des éléments de l'armée régulière portugaise.
22/4/67	Boundialoum (Ziguinchor)	Evasion de l'un des Sénégalais qui avaient été capturés par les éléments de l'armée régulière portugaise et détenus au camp militaire de São Domingo. .
8/7/67	Faradianto (Sédhiou)	L'armée régulière portugaise tire plusieurs obus de mortiers sur une partie de l'ex-village précité; deux enfants sénégalais apeurés blessés par les éclats d'obus.
12/7/67	Boussaloum (Ziguinchor)	Agression des éléments de l'armée régulière portugaise, causant un mort, un blessé et deux disparus.
16/9/67	Santiaba Mandjack (Oussouye)	Des militaires portugais brûlent sept cases, saccagent des plantations, emportent un fusil 36 No 6973 M et deux baguettes.
22-23/9/67	Djirack (Oussouye)	L'armée régulière portugaise, renforcée de sa milice, décapite un réfugié portugais.
6/11/67	Bissassou-Douma (Sédhiou)	Capture d'un réfugié portugais, vol d'un fusil 36 et de 10 cartouches de 7,5 mm par les mercenaires de l'armée régulière portugaise.
11/12/67	Missirah (Sédhiou)	Les éléments de l'armée régulière portugaise commettent des exactions sur la population, ce qui cause deux morts sénégalais.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1968</u>		
12/1/68	Salikénié (Kolda)	Attaque portugaise : quatre blessés légers, quelques dégâts matériels.
4/2/68	Djidadji (Sédhiou)	Trois mercenaires armés venant de la Guinée portugaise tirent sur un homme et l'abattent.
27/2/68	Samba-Oulicounda (Kolda)	Attaque du village de Samba-Oulicounda, département de Kolda. Attaque effectuée à coups de grenades incendiaires, d'obus et d'armes automatiques. L'incident fait quatre blessés dont deux graves. Dégâts matériels importants. Récupération sur le terrain de près de 200 cartouches, 8 grenades et 2 rokts.
18/3/68	Hamdallaye-Thierno (Kolda)	Franchissement de la frontière par des éléments portugais au village d'Hamdallaye-Thierno. Enlèvent le dénommé M'Baloufé Dioula et son fils. Mettent le feu à trois concessions du village d'Hamdallaye-Diam; prennent le chef du village et deux hommes. Se retirent en incendiant le village d'Hamdallaye-Thierno.
18/3/68	Hamdallaye-Thierno (Kolda)	Les mercenaires portugais sont revenus et incendient les villages de Kandion et de Saré-Sembel.
19/3/68	Hamdallaye-Thierno (Kolda)	Retour des mêmes éléments portugais au village de Kandion. Brûlent quatre cases; deux personnes et neuf boeufs emmenés.
6/4/68	Saré-N'Diaye	Menace d'attaque de Saré-N'Diaye par les éléments portugais dans la nuit du 6 au 7 avril 1968. Attaque déjouée par intervention du groupement Casamance.
25/4/68	Fassane (Sédhiou)	Infiltration d'éléments portugais à Fassane et Bambato, arrondissement de Tanaff, département de Sédhiou, aux fins d'enlèvement de réfugiés.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1968 (suite)</u>		
10/5/68	Bambato (Sédhiou)	Des soldats de l'armée régulière portugaise en armes se rendent au village de Bambato venant de leur base de Bigène en vue d'escorter plusieurs familles de réfugiés et leurs troupeaux devant retourner en Guinée (Bissau). Procèdent à des perquisitions chez un nommé Souaré Touré à qui ils donnent plusieurs coups de crosse. Aucun coup de feu n'est tiré.
23/5/68	Saré-Sissao (Kolda)	De source sûre, des éléments portugais auraient tracé des pistes allant des villages portugais de Saré-Waly et Walykounda jusqu'à la frontière face au village Saré-Sissao. Ils convoquent le chef de village sénégalais pour lui demander la même opération de son village vers la frontière.
9/6/68	Bafata No 2 (Sédhiou)	Le chef de poste frontalier annonce une incursion portugaise; kidnapping de quatre hommes dans les champs.
28/6/68	Salikénié (Kolda)	Arrestation d'un Sénégalais, Mette M'Ballo, domicilié à Kamboa, par éléments portugais; l'intéressé était allé poursuivre ses boeufs en territoire portugais.
9/8/68	Coumbacara (Kolda)	Arrestation par les gardes du poste de Coumbacara d'un soldat guinéen de l'armée portugaise répondant au nom de Luis Pecixe; l'intéressé a été mis à la disposition de la Sûreté nationale.
14/8/68	Salikénié (Kolda)	Arrestation d'un milicien guinéen répondant au nom de Oula Balde par les gardes du poste de Salikénié; l'intéressé a été relâché le 15 août 1968 après enquête.
6/9/68	Médina Alpha Sadou	Arrestation d'un déserteur portugais blanc par des gardes républicains du village de Médina Alpha Sadou. L'intéressé, prénommé Senhor Manuel Verissino, de la base de Cuntima, était porteur d'un fusil-mitrailleur, de 79 cartouches, 4 grenades, 1 couteau; il a été mis à la disposition de la Sûreté nationale.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1968 (suite)</u>		
10/9/68	Benidega et Saré Bambado	Violation du territoire national par une unité de l'armée portugaise à la recherche du déserteur, objet du P.V. No 7/SFK du 6 septembre 1968.
2/10/68	Faradianto	L'armée régulière portugaise effectue des enlèvements au village de Faradianto le 2 octobre 1968 vers 9 heures. Trente personnes dont neuf nationaux enlevées; du bétail, des vivres ont été emportés.
9/10/68	Oussouye	Survol Kaheme-Djirack par chasseurs bombardiers basse altitude et hélicoptère.
23/10/68	Yarang	Obus tiré de la base de Bigène tombé à quelques centaines de mètres à l'est du village de Yarang.
22/11/68	Yarang	Explosion de 14 obus à grande capacité dans le triangle Yarang-Mangaroungou-Djirband.
23/11/68	Toubacouta-Madina	Explosion de deux obus à 200 m ouest du village de Toubacouta-Madina.
23/11/68	Yarang	Un aéronef portugais a survolé les localités de Fassane-Yarang-Kougne en larguant des tracts.
23/11/68	Entre Sanka et Saré-N'Diaye	Les Portugais, qui auraient appris qu'un convoi d'armes du PAIGC transiterait par Saré-N'Diaye et Sanka, se sont introduits dans le territoire national entre les deux villages ci-dessus désignés et se sont emparés d'une fillette de 7 ans qu'ils ont relâchée après l'avoir interrogée. Ils ont rebroussé chemin ensuite.
25/11/68	Dialacoumbi	Quatre soldats portugais sans armes se seraient introduits dans le village de Dialacoumbi avec la complicité du sieur Fanta Gano dudit village. L'objet de cette visite serait de faire retourner chez eux les ressortissants de la Guinée portugaise se trouvant dans les villages frontaliers sénégalais.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1968 (suite)</u>		
27/12/68	Youtou (Oussouye)	La nommée Mariama Diasse, née en 1938 à Boula (Guinée portugaise), fille de Diasse et de Samoune N'Gabana, s'est présentée à Youtou chez le sieur Koualio Diatta en qualité de réfugiée; Mme Mariama Diasse est remise à la brigade de gendarmerie d'Oussouye où elle déclare que son mari et ses trois enfants en bas âge auraient été abattus par l'armée portugaise.
<u>1969</u>		
25/1/69	Djirband (Sédhiou)	Harcèlement du village abandonné de Djirband par tirs armes lourdes en provenance de la base de Bigène (aucune victime ni dégât matériel).
25/2/69	Secteur Salikénié	Survol du territoire sénégalais par des appareils portugais à la recherche d'une ambulance PAIGC qui aurait franchi la frontière pour s'infiltrer en territoire sénégalais à la hauteur de Sanka.
16/3/69	Mangaroungou (Sédhiou)	Un obus à grande capacité en provenance du camp portugais de Bigène s'écrase sur la place publique du village sénégalais de Mangaroungou (impact à 0,50 m de la route nationale sud). Constat gendarmerie fait état de trois morts et neuf blessés dont certains gravement.
19/3/69	Saré-Yoro Sabaly	Trente-cinq mercenaires portugais se sont infiltrés en territoire sénégalais au village de Saré-Yoro Sabaly aux fins d'escorter des réfugiés désireux de rentrer en Guinée portugaise.
3/4/69	Saré-Koubé (Kolda)	Un agent de renseignement portugais dénommé Alpha M'Ballo a été interpellé par le chef de poste GRS de Saré-Koubé; conduit à Kolda, il a été refoulé en terre Guinée portugaise.
9/4/69	Saré-Saréboye (Sédhiou)	Incursion d'un élément portugais de 50 mercenaires environ pour assurer l'escorte de la famille du réfugié Oumar Balde désirant rentrer chez lui, village Diour Bébé.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1969 (suite)</u>		
10/4/69	Salikénié (Kolda)	Un ex-militaire portugais africain dénommé Souka Balde a été appréhendé à Salikénié; conduit à Kolda, a été refoulé en Guinée portugaise.
22/4/69	Saré-Souban	Vers 11 heures, des mercenaires entrent en territoire sénégalais aux fins de ramener sous escorte le sieur Demba Balde qui a sollicité cette action pour rentrer en Guinée portugaise.
18/5/69	Saré Madi (village Sinthiou Diaya)	Trois civils à la solde des mercenaires portugais se présentent au village de Sinthiou Diaya, arrondissement de Tanaff, aux fins de récupérer le mil d'un réfugié entré en Guinée portugaise. Capturés par les gardes républicains de Saré Madi, des mercenaires se sont présentés au village de Sinthiou Diaya. Ils n'ont pas obtempéré à l'ordre de se constituer prisonniers et ont fait retraite vers la Guinée (Bissau).
18/5/69	Sibidianto (Sédhiou)	Enlèvement de huit jeunes filles par un groupe de mercenaires qui s'était introduit au village de Sibidianto. De même que 93 boeufs.
20/5/69	Sinthiou Diaya	Un groupe de miliciens portugais s'infilte dans le village frontalier sénégalais de Sinthiou Diaya dans le dessein d'escorter la famille du réfugié Malick Sow rejoignant la Guinée portugaise.
20/5/69	Kandienoung	Un détachement portugais en opération dans le voisinage de la frontière lance une salve de dix coups de canon en direction du village sénégalais de Kandienoung. Trois de ces coups tombent à moins de 150 m de l'école de ladite localité.
23/5/69	Banlieue Saré-Diaya	Une troupe portugaise tend une embuscade a priori aux nationalistes du PAIGC entre Saré-Diaya et Saré-Coubé. L'opération se termine sans succès et les Portugais se replient en emportant 96 boeufs appartenant à des nationaux sénégalais de Saré-Diaya.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1969 (suite)</u>		
28/5/69	Mangaroungou	Un obus portugais s'écrase une fois encore au point névralgique du village de Mangaroungou. Pas de dégâts matériels mais on déplore deux blessés légers : Mme Mariama Mane (25 ans); M. N'Faly Diatta (17 ans).
28/5/69	Yarang	Deux obus portugais en provenance de Bigène s'écrasent dans le village sénégalais de Yarang. Il est à noter que ce village est déserté à plus de 50 p. 100.
28/5/69	Linkéring	Chute d'obus aux villages de Saré-Coubé et Linkéring; tirs à priori effectués depuis le territoire de la Guinée portugaise.
12/6/69	Guidadji (Sédhiou)	Rencontre à la limite frontalière au point village de Guidadji pour troc de trois citoyens portugais contre huit jeunes filles sénégalaises. Le troc a effectivement lieu.
1/8/69	Saré-Coubé	Des obus tirés de la base portugaise de Kountima tombent à 200 m du village sénégalais de Saré-Coubé. Aucune victime ni de dégât matériel.
1/9/69	Diamaye	Deux villageois de Diamaye, les nommés Sény Souane et M'Baloufé Sadio, sont enlevés dans les rizières est du village par un groupe de mercenaires; pendant ce temps un avion portugais survole le secteur frontalier.
3/10/69	Arrondissement de Diattacounda	Un hélicoptère portugais survole la route nationale sud de Mangaroungou à Diattacounda.
6/10/69	Arrondissement de Diattacounda	Un villageois de Baconding, Amadou Mane, saute sur une mine antipersonnel aux environs du village frontalier d'Adéane (1 km sud Bafata). Sérieusement atteint à la jambe gauche, Amadou Mane a été évacué sur l'hôpital de Ziguinchor le même jour.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1969 (suite)</u>		
7/10/69	Babonda (arrondissement de Niassia)	Un détachement de l'armée régulière portugaise commet des exactions dans le village sénégalais de Babonda. Bilan : 1 tué, 1 blessé, 4 cases brûlées.
21/10/69	Arrondissement de Diattacounda	Plusieurs salves d'obus de grande capacité tirées de la base portugaise de Bigène s'abattent en territoire sénégalais : 1) 7 obus à Yarang, village abandonné; 2) 4 obus au village de Madina (aucun dégât); 3) 11 obus au village d'Adiouty, une fillette de 10 ans tuée, un homme blessé léger; 4) 6 obus aux environs du village Madigassama.
25/10/69	Medina-Alpha	Huit avions à réaction portugais survolent les villages frontaliers de Medina-Alpha, Sadou, Saré-M'Diaye, Saré Youssouf et Bantancounda Maoundé.
2/11/69	Bafata (Sédhiou)	Violent tir d'armes lourdes effectué par la base portugaise d'Ingore. Au cours de l'incident, quelques obus tombent en territoire sénégalais, précisément au village de Bafata. Le poste GRS dans ce village est légèrement endommagé.
5/11/69	Youtou (Oussouye)	Le paysan Assirif Diatta, domicilié au village de Youtou, est enlevé par une patrouille portugaise le long de la frontière. Conduit à Suzana, Assirif Diatta est relaxé dès le lendemain.
10/11/69	Saré-Coly (Kolda)	Peu après 24 heures, le chef de village de Saré-Coly et son épouse sont enlevés par un commando de cinq hommes, quatre mercenaires et un Blanc. Sur le chemin du retour vers le poste portugais, le chef de village profite d'un moment d'inattention de ses ravisseurs pour s'enfuir.
20/11/69	Bantancounda Maoundé	Bombardement alentours village par artillerie portugaise de Cuntima. Violation espace aérien par avion d'observation.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1969 (suite)</u>		
25/11/69	Samine (Sédhiou)	Les batteries de Bigène (G.P.) déclenchent un tir intense sur la localité frontalière de Samine. On relève 35 cratères d'obus sur le terrain. Victimes : 1 mort, 9 blessés. Durant l'incident, un hélicoptère portugais dirigeait le tir.
20/11/69	Kolda	Le chef du secteur frontalier reçoit une lettre de menaces et de tentative de corruption, envoyée par le commandant J. Carvalo, O.R. et chef de cabinet du Gouverneur général de Bissau.
29/11/69	Saré-Waly	Reconnaissance d'une zone minée. Découverte d'une mine AP en bois, genre schumine 42.
29/11/69	Kolda	Survol de la ville par un avion non identifié et tous feux éteints qui lance des tracts sur la ville. Provenance de cet avion semble être base de Cuntima en Guinée portugaise.
2/12/69	Saré Kobé	Survol du territoire national par deux avions à réaction portugais.
6/12/69	Kolda	Arrestation d'un espion portugais venant de Pirada, nommé Mamadou Sow, né en 1950 à Pirada (Guinée portugaise).
9/12/69	Kolda	Survol de la ville de Kolda par deux patrouilles, composées chacune de deux chasseurs à réaction portugais.
<u>1970</u>		
24/2/70	Salikénié	Militaires portugais de Cambadjou brûlent 11 cases à Salikénié; dégâts importants.
2/3/70	Salikénié	Violation espace aérien par un avion d'observation portugais type Dornier qui survole à basse altitude position des troupes; cinq coups de fusil tirés sur appareil qui s'enfuit.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
15/3/70	Saré-Waly	Incursions des troupes portugaises à l'intérieur du territoire national. Fouille de maisons et enlèvement d'un Sénégalais. Les villageois en intelligence avec les Portugais ne signalent pas ces faits.
16/3/70	Saré-N'Diaye	Violation espace aérien sénégalais par deux chasseurs à réaction G.91 opérant sur la base PAIGC de Fakina.
9/4/70	Salikénié	Manoeuvre d'intimidation par deux G.91 après passage hélicoptère du premier G.A.S.
26/4/70	Salikénié	Ouverture du feu sur DO 27 survolant position à basse altitude.
28/4/70	M'Pak	Survol territoire sénégalais par avions portugais FG.91 secteur M'Pak.
28/4/70	M'Pak	Bombardement portugais à proximité village Babonda et forêt classée des Bayottes, 300 m sud, borne 162.
23/5/70	Fassada	Trois obus tombés à Fassada tirés par les Portugais. Un coup au but. Bilan : sept enfants blessés dont quatre gravement. Une fillette décédée lors évacuation.
23/5/70	Saré Samba Niama	Cinq obus tirés par la base de Cambadjou sont tombés au village sénégalais abandonné de Saré Samba Niama; pas de victime.
30/5/70	Saré Sambam	Des militaires portugais armés se rendent dans le village sénégalais de Saré Sambam pour évacuer un réfugié qui s'y trouvait depuis cinq ans. L'intéressé dénommé Sambarou Balde a été embarqué ainsi que son épouse Diango Seydi et son fils Sankou Balde avec leurs bagages sur Djumbembem.
13/6/70	Salikénié Saré-N'Diaye	Survol de la frontière avec violation de l'espace aérien d'au moins 3 km d'une patrouille de six chasseurs à réaction type G.91.
13/6/70	Saré-N'Goulou	Une vache saute sur une mine et est tuée sur place en territoire national.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
13/6/70	Saré-Waly	Une vache appartenant à Samba Sanghadane a eu une patte arrachée à la suite de l'explosion d'une mine en territoire national.
20/6/70	Saré Samba Diayel	Le village de Saré Samba Diayel est bombardé par l'artillerie portugaise de Badjicounda, ensuite brûlé dans la nuit par les militaires portugais.
25/6/70	Thiamlé	Sept boeufs ont été volés dans le village sénégalais de Thiamlé par des mercenaires portugais de Guinée (Bissau).
25/6/70	M'Pak	Trois avions à réaction portugais type Fiat G.91 ont survolé le village sénégalais de M'Pak.
25/6/70	N'Djiba	Soixante boeufs ont été enlevés dans le village de N'Djiba par une bande de mercenaires de Guinée (Bissau).
3/7/70	Pananghar	Après le départ des paras secteur Muguet, incursion au village par important élément portugais. Enlèvement de deux réfugiés.
4/7/70	Saré-Waly	Une vache appartenant à Samba Sanghadane a eu une patte arrachée par l'explosion d'une mine.
6/7/70	Saré-Nafa	Attaque du village de Saré-Nafa par la compagnie portugaise de Badjicounda. Six cases et un grenier incendiés.
6/7/70	Saré-Sory	Attaque du village de Saré-Sory par la même compagnie de Badjicounda; 92 cases, 30 greniers, 158 ovins et caprins, 2 ânes brûlés; enlèvement de 18 personnes.
6/7/70	Pirrin-Maoundé	Village totalement incendié par la même compagnie portugaise; 159 cases, 72 greniers brûlés. Ont également péri 58 ovins et caprins, 1 bovin.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
12/7/70	Mangaroungou Fassane	Un avion portugais du type Fiat G.91 franchit la frontière à hauteur de Mangaroungou. Survole le territoire national partie est route du sud. Appareil franchit de nouveau à hauteur de Fassane.
13/7/70	Mangaroungou Bambato, Fassada	Avion Dakota ayant survolé le territoire national secteur Mangaroungou, Bambato et Fassada.
13/7/70	Kolodinto-Maoundé	Bombardement du village sénégalais de Kolodinto-Maoundé par l'artillerie portugaise basée à Badjicounda et Pirada; bilan : 2 morts, 2 blessés.
13/7/70	Wassadou	Arrestation du nommé Sada, né à Wassadou, par la police frontalière pour avoir guidé la compagnie portugaise lors des attaques de Pirrin-Maoundé, Saré-Sory et Saré-Nafa.
18/7/70	M' Pak	Tir de harcèlement portugais; des obus tombent à 2 500 m ouest de M' Pak.
18/7/70	Saré-Waly	Incursion d'un élément portugais de Cuntima au village de Saré-Waly, enlèvement de Coumba Bane (18 ans) par son épouse, servant dans les rangs portugais, avec la complicité du père adoptif de la femme. Arrestation de ce dernier par la gendarmerie.
21/7/70	Diabancounda Botooul-Thiamlé	Une bande de mercenaires, dont deux hommes armés, entre dans les villages; une personne est molestée; aucun dégât matériel.
21/7/70	M' Pak	Survol de la frontière par deux avions type Fiat G.91 provenant de São Domingo.
25/7/70	Djirband	Survol du village sénégalais de Djirband par un Broussard portugais.
1/8/70	Kolda	Survol de la localité à moyenne altitude par un appareil non identifié et tous feux éteints. Survol de Salikénié et Saré-N'Diaye avant Kolda dans la même nuit.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
4/8/70	Bambato	Survol par deux avions portugais type Fiat G.91.
5/3/70	Mandina	Le chef de village de Mandina aurait été enlevé par les Portugais dans son champ le 3 août 1970 à 17 heures.
10/8/70	Kossi	Des villageois de Kossi auraient été enlevés par des éléments portugais.
17/8/70	M'Pak	Un avion non identifié survole le village de M'Pak venant du nord-est et se dirige vers le sud-ouest.
22/8/70	Banima	Vol à main armée par une bande de mercenaires; ces derniers auraient lancé trois grenades dans le village; trois boeufs et un fusil de chasse emportés.
25/8/70	Saliote	Bande de mercenaires armés se serait introduite dans le village de Saliote, nuit du 24 au 25 août 1970. Poursuivis par les villageois, ils ont lancé des grenades. Bilan : un mort et deux blessés graves.
27/8/70	Saré Kobé	Un avion d'observation portugais survole le village de Saré Kobé.
6/9/70	Saré-Sissao	Un groupe de mercenaires portugais armés, sous prétexte de récupérer des boeufs volés, est rencontré sur la piste de Coumbacara par un gardien de la paix.
9/9/70	Nianao	Un militaire portugais blanc déserté Nova Lanego et se réfugie au Sénégal.
9-10/9/70	Sanako	Une trentaine de mercenaires conduits par un Portugais blanc investissent le village de Sanako à la recherche de Joseph N'Zaly. Bilan : 3 morts et 7 blessés graves.
10/9/70	Kougne	Vol à main armée dans le village de Kougne par des mercenaires. Une grenade est lancée sur le groupe se trouvant sur les lieux pour enquêter. Bilan : 4 blessés graves.
30/9/70	Mangaroungou	Survol du territoire national par sept hélicoptères et un Broussard portugais.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
8/10/70	Diran-Fou	Huit mercenaires accompagnés de 40 hommes se sont infiltrés à Diran-Fou pour y voler 95 boeufs; bilan : un blessé.
8/10/70	Ziguinchor	Survol de la ville par deux chasseurs bombardiers portugais type Fiat G.91.
10/10/70	Fassada	Des éléments portugais guidés par le chef de village Mamadou Diatta s'infiltrèrent à Fassada pour récupérer des otages, une valise et un panier de colas; bilan : deux blessés.
12/10/70	Samine-Yarang	Survol du territoire national par des chasseurs portugais.
13/10/70	Faradiang	Infiltration d'éléments portugais.
15/10/70	Simbandi-Balante	Trois otages emportés par une section de Portugais noirs armés de fusils, de PM et de grenades. Trois concessions cambriolées.
18/10/70	Bilassar	Vol à main armée par des mercenaires; bilan : une femme tuée et un blessé.
19/10/70	Salikénié	Un hélicoptère portugais survole avec insistance Salikénié. Pris à partie par les armes du détachement, il s'enfuit.
21/10/70	Saré-N'Diaye - Kolda - Salikénié	Violation manifeste de l'espace aérien par deux Fiat G.91 volant basse altitude avec piqués sur véhicules sénégalais.
21/10/70	Samine-Yarang	Survol des positions par deux chasseurs bombardiers portugais.
22/10/70	Kolda	Survol de la ville par deux Fiat G.91. Ces avions auraient survolé toute la zone frontalière jusqu'à Ziguinchor.
28/10/70	Dar-Salam	Un hélicoptère portugais se pose entre le village de Dar-Salam et la frontière.
29/10/70	Coumbacara Saré-Coubé	Violation espace aérien par deux Fiat G.91.
4/11/70	Fassane	Enlèvement de bétail par éléments portugais : 9 boeufs volés, 6 grenades ramassées.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1970 (suite)</u>		
13/11/70	Fassane	Accrochage entre la première section et une section de mercenaires portugais venus enlever du bétail juste à Fassane. Pertes humaines : néant; légères égratignures 2ème classe Augustin Minkabo.
15/11/70	Tanaff	Deux (2) mercenaires arrêtés dans la région de Tanaff.
15/11/70	Fassane	Un mercenaire arrêté par la deuxième section en embuscade de nuit; aurait participé à l'enlèvement du chef de village de Fassane.
<u>1971</u>		
11/1/71	Sonako	Vol de 28 sacs d'arachides par des Manodjis et mercenaires au village sénégalais de Sonako.
14/1/71	Safane	Incursion de mercenaires et Manodjis dans le village sénégalais de Safane où 28 sacs d'arachides ont été volés.
14/1/71	Djirband	Survol du territoire par un avion portugais au-dessus de Djirband.
17/1/71	Frontière	Au cours d'un tir nourri d'artillerie portugaise de la base de São Domingo, 4 obus tombent en territoire sénégalais; pas de victime.
18/1/71	Faradiang	Un obus tiré par l'artillerie portugaise de Bigène est tombé dans les rizières de Faradiang.
21/1/71	Frontière	Tir de harcèlement par la base portugaise de Ingore en direction du territoire sénégalais.
24/1/71	Toubacouta	Tir de harcèlement portugais en face de Toubacouta.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
25/1/71	M'Pak-Mankagne	Tir d'artillerie de la base de São Domingo; 4 obus tombent dans le village sénégalais de M'Pak-Mankagne; bilan : un enfant blessé évacué sur l'hôpital de Ziguinchor.
31/1/71	Faraba	Incursion de Manodjis et mercenaires venant de la base de Ingore dans le village sénégalais de Faraba; blessent deux villageois à coup de coupe-coupe et dérobent deux valises d'effets.
4/2/71	Coumbacara	Arrestation d'un individu suspect dénommé Fodé Mane. Ce dernier est porteur de 3 600 escudos, 7 photos de mercenaires africains et d'effets militaires portugais. Remis au chef du secteur frontalier de Kolda.
5 ou 6/2/71	Saré-Souna	Ce village situé à plus de dix (10) kilomètres de la frontière devient la cible de l'artillerie portugaise basée à Cambadju (Guinée portugaise); 6 obus tirés dont trois encadrent le village. Les habitants ont évacués la localité pour se réfugier à Fandaga et Kadial; bilan : 2 chèvres tuées par éclats.
11/2/71	Salikénié	La base portugaise de Cambadja déclenche un tir de mortier sur Salikénié où un obus tombe en plein centre. Pas de victime.
11/2/71	Mangaroungou	Deux voleurs de bétail ont été pris par les villageois de Mangaroungou.
12/2/71	Intérieur (Guinée portugaise)	MM. Souleymane Diallo, Tahirou Diallo et Amadou Diallo, trois ressortissants de la République de Guinée, demeurant chez le sieur Aliou Diallo à Dial Coumbi, sont égorgés par des mercenaires à l'intérieur de la Guinée (Bissau). Ils étaient contrebandiers de leur état.
23/2/71	Saré-Bambé	Après bombardement de Salikénié et Saré-Souna, les habitants de Saré-Bambé et Saré-Sissao évacuent leur village.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
20/2/71	Mangaroungou Fassada	Infiltration d'éléments armée régulière portugaise et mercenaires, valeur une section, dans territoire national, enlevant ainsi deux réfugiés guinéens : André Sagna et Alphonse Santos; vols de quelques effets constatés.
4/3/71	Salikénié	Survol de la frontière par un avion d'observation portugais dans le sens est-sud-ouest.
5/3/71	Coumbacara	Violation de l'espace aérien par un avion de reconnaissance portugais dans le secteur de Coumbacara.
8/3/71	Cambadja	Survol de la frontière et de la base portugaise de Cambadja par un Dornier sens ouest-est.
11/3/71	M'Pak (8 h 35)	Une forte concentration portugaise entre les villages de M'Pak et Babonda est constatée. Cette concentration d'éléments portugais rend les patrouilles plus dangereuses vu que ces derniers tendent des embuscades dans le territoire sénégalais.
12/3/71	Salikénié	Survol de la frontière par Dornier portugais sens est-sud-ouest.
21/3/71	Coumbacara	Présence de mercenaires portugais en territoire sénégalais à la rizière de Saré-Dion entre Coumbacara et Dialacounbi.
23/3/71	Salikénié	Survol de la frontière par un Dakota de nationalité inconnue.
1/4/71	Kandienoung	Une section de l'armée régulière portugaise a attaqué le village de Kandienoung situé à 10 kilomètres au sud-est de Tanaff; la moitié du village a été incendiée; bilan : un mort, 17 blessés, 400 sans abri, volaille brûlée : 400, petit bétail brûlé : 200, carrés brûlés : 22, soit 130 cases, 4 charrettes, 2 concasseurs, 600 sacs vides, 50 sacs de noix de palmistes, 193 tonnes d'arachides brûlées, 17 fusils auto-défense; la cause de ce sinistre a été la présence de réfugiés dans le village.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
6/4/71	Diamaye	Des mercenaires menacent les villageois de Diamaye d'incendier leur village, après avoir volé 300 kilos de riz, un boubou contenant 250 francs et une paire de chaussures.
6/4/71	-	Cinq obus de canon sont tombés dans la forêt de Binako. Un villageois blessé par éclat.
11/4/71	Madigassama Sékounaya	Les villages de Madigassama et Sékounaya ont été incendiés par les éléments portugais, 10 concessions soit plus de 100 cases ont été la proie des flammes. Totalité bétail et volaille ainsi que toutes les récoltes sont emportées.
17/4/71	Karoumbou-Tankanto	Dans la nuit du 16 au 17/4/71, les villages sénégalais de Karoumbou et Tankanto ont été simultanément attaqués et incendiés par des mercenaires portugais; bilan : Karoumbou, 4 morts dont 3 civils et mercenaires; à Tankanto 3 civils ont été grièvement blessés; dégâts matériels très importants, évalués à plusieurs millions.
20/4/71	Thiamlé	Six mercenaires se sont introduits dans le village sénégalais de Thiamlé. Après avoir tiré trois coups de feu, ils se sont emparés de deux boeufs, deux malles, une valise, deux vélos et un porc.
21/4/71	Saré-N'Diaye et Saré Kobé	Six obus tirés par la base portugaise de Cuntima entre 21 h 45 et 22 h 20 sont tombés en territoire sénégalais. Deux coups à hauteur de Saré N'Diaye, quatre autres à hauteur de Saré Kobé.
25/4/71	Salikénié	Tirs nourris d'armes lourdes et légères de la base de Cambadja; un obus tombe aux environs du village de Salikénié; bilan : un blessé.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
6/5/71	M'Balo-Counda	Tentative de sabotage du pont de M'Balo-Counda par des éléments de l'armée portugaise basée à Cantaija; démontage et désamorçage du dispositif; récupération de 18 kilos d'explosif en poudre, 18 sachets et 4 pains de TNT.
6/5/71	Lingueyel	Récupération et désamorçage d'un obus de 105 non explosé, probablement tiré au début du mois de février par la base portugaise de Saré-Bakary.
8/5/71	Kolda	Survol de la ville par un avion non identifié; inquiétude de la population.
9/5/71	Bambato	Il a été trouvé une mine AC placée sur le côté droit de la route sud Samine-Tanaïf à 200 mètres du village de Bambato; et une mine antipersonnel installée sur une piste conduisant à des champs. Ces mines étaient placées par les Portugais dans le seul but d'atteindre l'ambulance des PAIGC qui d'habitude fait tous les soirs le trajet sens Ziguinchor-Kolda.
14/5/71	Kountada	Désertion du soldat M'Balo Diaboula ayant servi à la cinquième compagnie basée à Pithiou (Guinée portugaise).
23/5/71	-	Décès de M. Abdou Diasse, chef du secteur frontalier, qui a sauté sur une mine avec sa Land Rover vers 16 heures, entre Saré N'Diaye et Alpha Sadou. Daouda Ba, apprenti chauffeur, a été blessé.
5/6/71	Frontière	Un camion U.55, No 240-403, conduit par le soldat de 1ère classe Théodore Faye, a sauté sur une mine à 600 mètres piste Toubacouta Samine; dégâts au personnel : 2ème classe Jean-Pierre Malack, fracture fermée du bras gauche, évacué sur Dakar; 2ème classe Mendiaïye Babou, fracture du poignet droit, évacué sur Dakar; 1ère classe Pathé Niang, plaie ouverte du cuir chevelu; caporal Macodou Maré; 2ème classe Momar Lissa Sarra, atteint de lombalgie; 1ère classe Théodore Faye, excoriations; 2ème classe Mor Tall.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
5/6/71	Simbour	Attaque du village de Simbour, sud de Samine par bande mercenaires armés; 4 bovins sont dérobés; une jeune fille tuée par balle dans le crâne.
6/6/71	Frontière	Découverte d'une mine AC sur piste Faradianto et Samine.
8/6/71	Kaniko	Attaque du village de Kaniko par bande de mercenaires armés; au cours de la riposte, un civil âgé de 30 ans est blessé à la jambe gauche.
10/6/71	Safane	Attaque du village de Safane par une bande de mercenaires armés pour enlever le nommé Malang accusé d'intelligence avec nous; 80 boeufs sont emportés.
11/6/71	Soubouté	Attaque du village de Soubouté, 2 kilomètres sud de Djimbana, par une bande de mercenaires armés vers 0 heure; bilan : 3 civils blessés dont une femme par balle à la cuisse et deux par bâton. Cinq malles contenant des effets vestimentaires et 100 000 francs sont emportés.
14/6/71	Manécounda	Attaque du village de Manécounda dans la nuit du 13 au 14/6/71 par bande de mercenaires armés; 5 vélos, des ustensiles de cuisine, des effets évalués à 150 000 francs sont dérobés.
14/6/71	-	Arrestation d'un espion portugais surnommé Moussa Cissé, mis à la disposition de la gendarmerie.
17/6/71	Bani-Safane-Djibana	Attaque des villages de Bani-Safane-Djibana par une bande de mercenaires. Un villageois de Djibana est blessé.
17/6/71	Toubacouta	Une bande de mercenaires est tombée dans l'aile d'une embuscade tendue par des éléments du poste de Toubacouta. Après accrochage, abandon de butin sur place. Après éclatement, une partie de la bande est interceptée et huit Manodjis, dont deux mercenaires, sont arrêtés.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
19/6/71	Saré-N'Diaye Alpha Sadou	Une Land Rover de l'arrondissement de Dioulacolou à bord de laquelle ont pris place 4 personnes, saute sur une mine sur la piste Saré-N'Diaye-Alpha Sadou : un mort, trois blessés.
22/6/71	Niafor	Attaque du village de Niafor par bande de mercenaires armés; 62 bovins sont emportés. Un villageois est blessé.
29/6/71	Kaniko	Attaque du village de Kaniko dans la nuit du 28 au 29/6/71 par bande de cinq mercenaires dont deux armés. Des effets et objets évalués à 10 000 francs, 15 chèvres sont emportés.
1/7/71	Frontière	Deux mines AC sont découvertes sur la route du Cap-Skiring à 10 kilomètres environ d'Oussouye. Un élément est envoyé sur les lieux pour leur neutralisation. Elles sont stockées à la septième CFV.
1/7/71	Santiaba Mandjack	Trois heures après, un véhicule de transport public, ayant à bord 13 passagers, saute sur une mine à Santiaba Mandjack, à 100 mètres du lieu où ont été découvertes les premières mines. Il y aurait deux morts, 11 blessés très graves dont 4 évacués sur Dakar.
1/7/71	Pakourou	Dans la nuit du 23 au 24/6/71, des boeufs sont dérobés chez le chef de village de Pakourou par trois mercenaires. A l'aube, deux patrouilles sont lancées à leur poursuite, mais les malfaiteurs ont déjà traversé la frontière à hauteur de Kopa avec le bétail.
1/7/71	Pakourou	Une des patrouilles a découvert sur la piste de Kopa et Panakar deux mines AP. Les engins sont neutralisés.
5/7/71	M'Pak	L'artillerie de la base de São Domingo effectue un tir de barrage entre M'Pak et Ziguinchor; les obus tombés sur notre territoire explosent dans les rizières, heureusement sans causer de dégâts ou faire de victimes.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
2/7/71	Bafata	Une patrouille d'avions à réaction survole le poste GMI de Bafata à 14 heures en lançant des tracts qui semblent tomber en territoire guinéen.
4/7/71	Yarang	Le détachement de la Coal implanté à Yarang ouvre le feu sur un avion d'observation type Dornier qui survole sa position et se replie rapidement en direction de Bigene sans avoir été touché.
2/7/71	Santiaba Mandjack	Une quatrième mine AC, découverte sur la route Cap-Skiring aux environs de Santiaba Mandjack à quelque 1 000 mètres des premières mines qui avaient été relevées, est neutralisée et stockée à la septième CFV.
2/7/71	Santiaba Mandjack	Sur les lieux, un suspect répondant au nom de Djissabo Diatta, né à Effeck Baladiaté (Kabrouss) est appréhendé. Des indices graves et correspondants, motivant son inculpation pour suspicion d'introduction d'explosifs de guerre dans le territoire, ont été réunis. L'enquête suit son cours.
2/7/71	Santiaba Mandjack	A propos des incidents de Santiaba Mandjack, le chef de village et quelques notables déclarent qu'un hélicoptère de la base de Valera se serait posé le 30/6/71 vers 18 heures dans les rizières sud en territoire guinéen. Quatre hommes avec pelles et pioches en seraient débarqués. Pris par un camion, ils se sont dirigés vers Oussouye. De retour, ils sont repris par l'hélicoptère qui a décollé vers 23 heures en direction du sud. L'hélicoptère serait revenu le vendredi 2/7/71 au matin pour photographier le car qui a sauté sur une mine la veille.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
3/7/71	Dialacoumbi	Le village sénégalais de Dialacoumbi est attaqué par une bande de mercenaires portugais; bilan : un vieux de 100 ans environ tué à coups de bâton; 4 cases incendiées, 1,15 tonne de graines d'arachides et 200 kilos de mil détruits, deux vélos, un poste radio, divers objets évalués à 115 000 francs sont emportés par les malfaiteurs. La riposte des villageois : un des assaillants est atteint de coups de fusil de chasse et emporté par ses compagnons. Deux impacts de grenades sont constatés. Une cartouche de 7,62 mm et 8 étuis de même calibre sont ramassés sur les lieux.
5/7/71	Fassada	Une bande de mercenaires portugais a attaqué le village de Fassada, un kilomètre ouest de Yarang sur la route du sud. Les malfaiteurs avaient encerclé un carré et tiré des rafales d'armes automatiques sur les cases. Aucun dégât matériel. Cependant, une femme de 60 ans environ, atteinte de deux (2) balles au bras gauche, a succombé à ses blessures pendant son transfert à l'hôpital de Ziguinchor.
5/7/71	M' Pak	Un coup de main exécuté par les Portugais contre une famille de réfugiés à M' Pak échoue grâce à l'intervention des forces de l'ordre implantées à M' Pak.
2/7/71	Mangaroungou	Un chauffeur civil venant de Kolda vers Ziguinchor a signalé au chef du détachement de Yarang l'existence d'une mine sur la route du sud à 700 mètres de la lisière nord de la forêt de Mangaroungou. Le chef de détachement se rend immédiatement sur les lieux et constate que l'emplacement était creusé mais qu'aucune mine n'y était encore posée : les malfaiteurs (deux Blancs et un groupe de mercenaires) ayant entendu le bruit du moteur du véhicule ont pris la fuite en direction de la frontière.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
2/7/71	Diabouga	Une mine AP est découverte sur la piste qui mène à Diabouga, village abandonné situé à 500 mètres au sud de Saré-Mansoa. Elle est constituée par une boîte contenant un pain de TNT de 100 grammes.
8/7/71	Yarang	Le détachement de la Coal a ouvert le feu le 8/7/71 à 12 h 25 sur un avion portugais qui, venant de l'est et se dirigeant vers Bigène, survolait la position de Yarang. Il semble que la dernière pièce aurait touché l'appareil. En effet, celui-ci a tangué pendant quelques instants avant de se redresser en direction de Bigène, dégageant une épaisse traînée de fumée.
10/7/71	Faradianto	Une bande de mercenaires a attaqué le village sénégalais de Faradianto, situé à l'est de Semine. Les assaillants au nombre de 7 (sept), dont trois armés, ont emporté six chèvres. Un villageois de 65 ans qui venait à leur rencontre a été abattu à bout portant. C'est d'ailleurs, paraît-il, le seul coup de feu tiré durant l'opération.
9/7/71	-	Un nommé Arona Sidibé accusé d'intelligence avec les Portugais de Suzana a été appréhendé. Il semble qu'il aurait été contacté par les éléments qui ont procédé à la pose des mines le 30/6/71. Il aurait pour intermédiaire le chef de village de Cassabol (Guinée portugaise) à qui il transmettait tous les renseignements recueillis au Sénégal. Il a été mis à la disposition de la brigade de gendarmerie.

<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Description de l'incident</u>
<u>1971 (suite)</u>		
15/7/71	Pirrin-Maoundé	Un mercenaire portugais répondant au nom de Manga Kanté, matricule 82.10 29/69, de la base de Pahouka, a été arrêté par une patrouille à Pirrin-Macundé. Il est porteur d'un fusil semi-automatique et habillé d'un uniforme codo et un ceinturon TAP, deux cartouchières jumelées en toile, 20 (vingt) chargeurs garnis de 20 cartouches, une valise contenant un poste radio, et divers effets, plus une somme de 8 805 escudos. L'intéressé a été conduit à la brigade de Vélingara d'où il sera acheminé sur le PC CDSC à Ziguinchor pour renseignements d'ordre militaire, le 18/7/71.

Ziguinchor, le 29 juillet 1971

Le Commandant Coumba Diouf Niang,
commandant le groupement Casamance
et le CDSC,

(Signé) Illisible

B. Bilan des mines

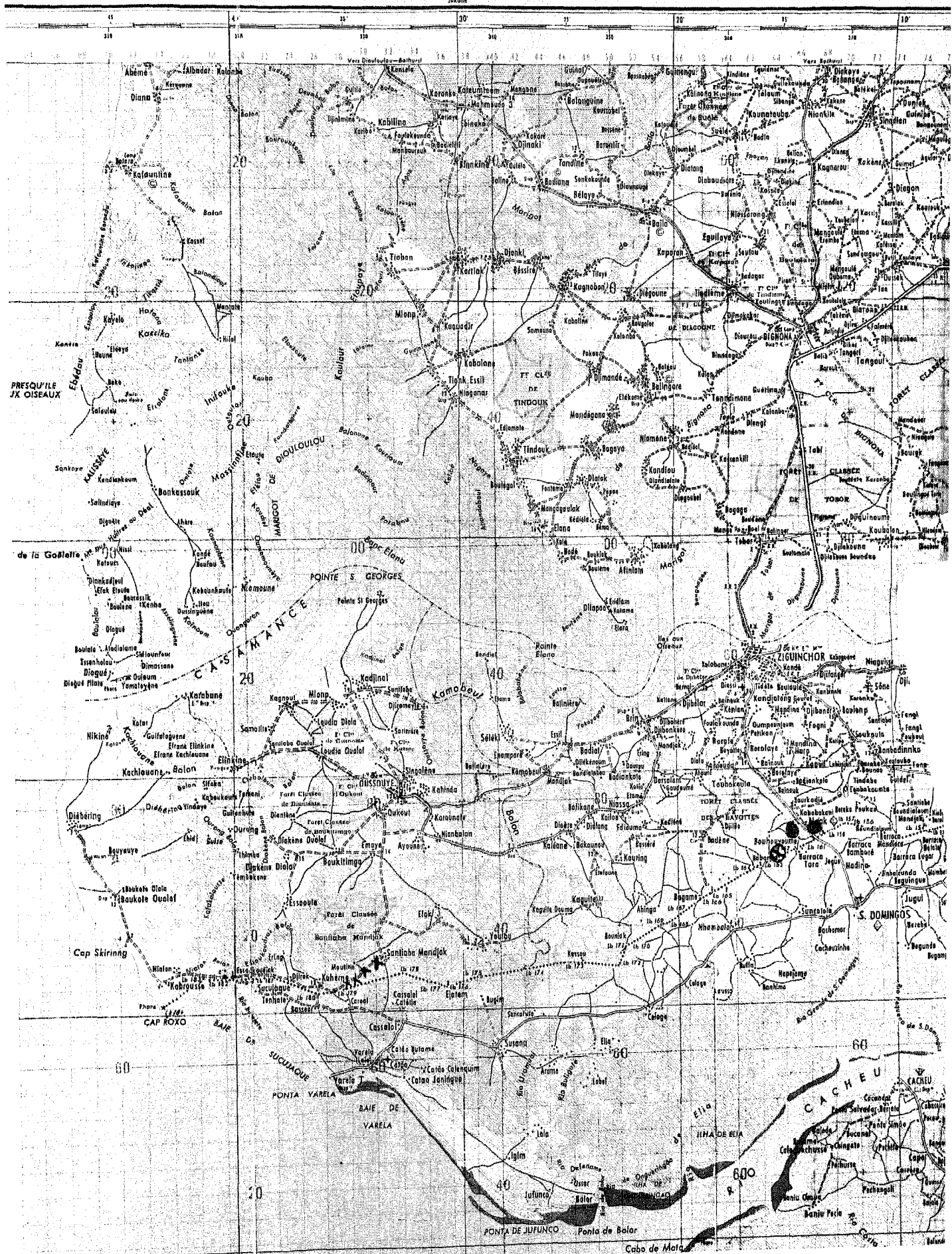
<u>Dates</u>	<u>Lieu</u>	<u>Genre de mine</u>	<u>Observations</u>
9/5/71	BAMBATO	1 mine antichar (AC) (détruite) 1 mine antipersonnel (AP) (détruite)	
4/5/71	SARE-SISSAO	2 charges de TNT	(Neutralisées)
20/5/71	SARE-MANSALY	1 mine AP détruite 2 mines AC et 2 mines AP relevées	
23/5/71	SARE-N'DIAYE ALPHA SADOU		Le chef secteur frontalier saute sur une mine 1 mort - 1 blessé
5/6/71	SAMINE-TOUBACOUTA		Un camion militaire saute sur une mine - 7 blessés dont 2 graves
6/6/71	SAMINE-FARADIANG	1 mine AC	Détruite
10/6/71	NIANAO	1 mine AC	Relevée
11/6/71	SAMINE-FARADIANG	1 mine AC	Détruite
19/6/71	SARE-N'DIAYE ALPHA SADOU		Land Rover Arrondissement Médina Yoro Foula saute sur une mine - 1 mort et 3 blessés graves
1/7/71	SANTIABA MANDJACK	2 mines AC	Relevées. Un véhicule de transport public saute sur une mine : 2 morts - 11 blessés dont 4 graves
2/7/71	OUSSOUYE-CAP	1 mine AC	Relevée
3/7/71	SARE-MANSOA	1 mine AP	Relevée

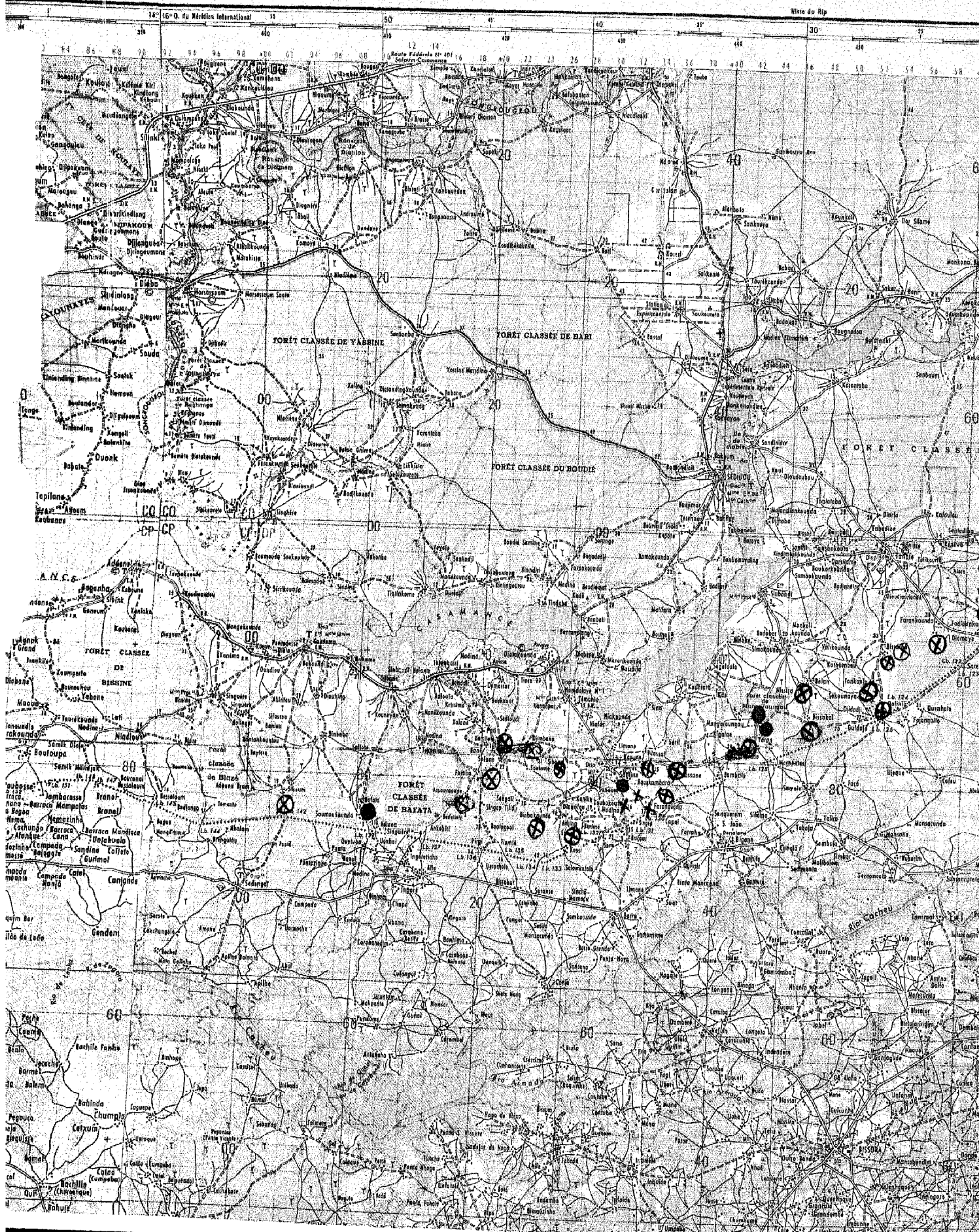
Le commandant Coumba Diouf Niang,
commandant le Groupement Casamance
et le CDSC

ST AU 1: 200 000

ZIGUINCHOR

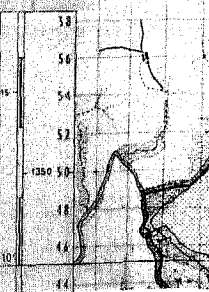
SENE







Cartes astronomiques IV.
Couverture plannographique
Triangulation par tentes et
Esquisse planimétrique gro-



100-443887-100

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
